



PNUE

Notre Planète

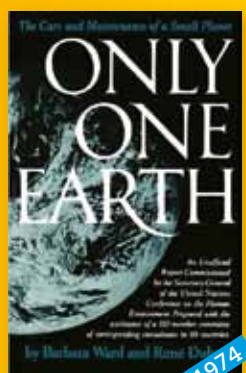
HELLE THORNING-SCHMIDT UNE OCCASION UNIQUE SHA ZUKANG L'AVENIR QUE NOUS SOUHAITONS MAURICE STRONG CHANGEMENT DE CAP RICHARD BRANSON UN BON CRÉNEAU



PNUE

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT | 5 JUIN
Économie verte : En faites-vous partie?

2012



ONLY ONE EARTH

The Care and Maintenance of a Small Planet

1974



World Environment Day 1992

Only one Earth
Care and share

United Nations Environment Programme

1992

Et depuis 40 ans



WANTED!

UNEP

2004

SEAS AND OCEANS DEAD OR ALIVE?



WORLD ENVIRONMENT DAY

UNEP

5 JUNE

Forests: Nature at Your Service

In support of the UN International Year of Forests

2011



We the Peoples

United for the Global Environment

UNEP

1995



MELTING ICE - A HOT TOPIC?

ask...

2007



GREEN CITIES PLAN FOR THE PLANET!

WORLD ENVIRONMENT DAY

5 JUNE 2005

2005



KICK 2 THE HABIT!

TOWARDS A LOW CARBON ECONOMY

2008



WORLD ENVIRONMENT DAY • 5 June 2006

DESERTS AND DESERTIFICATION

DON'T DESERT DRYLANDS!

UNEP

2006



Notre Planète,

la revue du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

P.O. Box 30552 Nairobi (Kenya)

Tél. : (254 20) 762 1234

Fax : (254 20) 762 3927

Mél : unepub@unep.org

Les numéros de Notre Planète peuvent être consultés sur le site du PNUE

www.unep.org/ourplanet

ISSN 1013 - 7394

Directeur de publication : Nick Nuttall

Rédacteur : Geoffrey Lean

Coordonnatrice : Richard Crompton

Responsable marketing : Mohamed Atani

Graphisme : Amina Darani

Éditeur : Division de la communication et de l'information du PNUE

Impression : ONUN / Section des services de publication / Nairobi

ISO-14001 : 2004 - Certifiée

Distribution : SMI Books

Les articles figurant dans cette revue ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques du PNUE ou des rédacteurs; ils ne constituent pas non plus un compte rendu officiel. Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PNUE aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

* Dollars (\$) s'entend des dollars des États-Unis.



Le PNUE encourage les pratiques respectueuses de l'environnement au niveau mondial et dans ses propres activités. Cette revue est imprimée sur du papier 100 % recyclé, en utilisant des encres d'origine végétale et d'autres pratiques respectueuses de l'environnement. Notre politique de distribution a pour objectif de réduire l'empreinte carbone du PNUE.w

PAGE 6



HELLE THORNING-SCHMIDT : UNE OCCASION UNIQUE

Rio +20 doit tracer la voie vers un avenir vert et durable dont tous les pays vont bénéficier.

PAGE 8



SHA ZUKANG : L'AVENIR QUE NOUS SOUHAITONS

Rio+20 doit prendre des décisions fermes qui visent à améliorer l'existence des pauvres et à aider l'humanité à vivre en respectant les capacités limites de la planète.

PAGE 10



MAURICE STRONG : CHANGEMENT DE CAP.

Rio +20 offre une occasion exceptionnelle de s'élever au-dessus des préoccupations immédiates et de quitter une voie qui menace l'avenir même de l'humanité.

PAGE 14



RICHARD BRANSON : UN BON CRÉNEAU

L'économie verte offre une des plus importantes possibilités de création d'entreprise de notre époque.

PAGE 16



MARGARET CHAN : UN DÉVELOPPEMENT SAIN

La santé contribue au développement durable, en bénéficie et donne une bonne mesure des progrès accomplis vers la réalisation de ses objectifs.

PAGE 20



JUAN SOMAVIA : UN TRAVAIL DÉCENT

La garantie d'un travail décent ouvre la voie vers un monde plus vert, plus juste et plus durable.

PAGE 22



RITA MISHAAN : BONNE GOUVERNANCE!

Rio + 20 doit engendrer et renforcer un nouveau cadre d'institutions internationales pour le développement durable.

PAGE 28



JOSEPH ALCAMO : RÉDUIRE L'ÉCART

Notre Planète s'entretient avec le Responsable scientifique, Joseph Alcamo, sur l'écart entre la science et la politique et comment le combler.

PAGE 30



CHARLES DAVIES ET NEEYATI PATEL : DES OBJECTIFS CIBLÉS

Selon un rapport récent, le manque d'objectifs et de données mesurables expliquerait en grande partie l'insuffisance des progrès réalisés par la communauté internationale en matière d'environnement.

ET AUSSI

LIVRES PAGE 4

MICRO PAGE 24

RÉFLEXIONS PAGE 5

WWW PAGE 27

RIO+20 PETIT GUIDE DE L'UTILISATEUR PAGE 12

INNOVATION PAGE 33

LE PNUE À L'ŒUVRE PAGE 18

STAR PAGE 34

livres www.unep.org/publications



Perspectives mondiales des politiques en matière de consommation et de production durables : agir ensemble

Le rapport sur les perspectives mondiales des politiques en matière de consommation et de production durables, élaboré par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) avec le soutien financier de la Commission européenne, offre un examen non exhaustif des politiques et des initiatives favorisant le passage à des modes de consommation et de production durables. Ce rapport présente des exemples de politiques et initiatives efficaces mises en œuvre dans le monde entier. Il passe en revue 56 études de cas, allant des accords multilatéraux mondiaux et des stratégies régionales aux politiques et aux initiatives spécifiques, ainsi que les progrès réalisés dans la promotion de ces modes, en soulignant les meilleures pratiques et en proposant des recommandations pour étendre et reproduire ces efforts importants à travers le monde.



Vers une Organisation des Nations Unies climatiquement neutre : l'empreinte du système des Nations Unies et les efforts pour la réduire (édition 2011)

L'analyse la plus récente de la performance de l'Organisation des Nations Unies dans la mise en œuvre de sa Stratégie pour la neutralité climatique. Le rapport comprend des détails sur les émissions de gaz à effet de serre des 54 entités de l'ONU en 2010, ainsi que le décompte de leurs émissions par activité. Il décrit également les progrès faits pour réduire les émissions et les plans pour le futur. Avec une Introduction du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon et une Préface du Directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner, ce rapport reflète l'action de l'ONU en matière de durabilité à ce jour.

21 Issues for the 21st Century:

Results of the UNEP Foresight Process on Emerging Environmental Issues

Le Rapport de prospective du PNUE comprend une description de 21 questions environnementales émergentes identifiées à travers le processus de prospective du PNUE.



Mené par les responsables scientifiques du PNUE avec le soutien de la Division de l'alerte rapide et de l'évaluation, le processus a permis aux collègues du PNUE et à un groupe de prospective, composé de 22 membres éminents de la communauté scientifique venus de toutes les régions du monde et possédant une expertise dans diverses disciplines environnementales, d'identifier les questions émergentes; de débattre et hiérarchiser les questions identifiées par le groupe de prospective; et de classer les questions prioritaires par le biais d'une consultation électronique impliquant plus de 400 scientifiques du monde entier. Le groupe de prospective a ensuite poursuivi le débat et a établi la liste définitive des questions en tenant compte des résultats de la consultation électronique.



Towards a Life Cycle Sustainability Assessment: Making informed choices on products

Chaque jour, des modes de consommation non viables, des méthodes de production non durables et la croissance démographique remettent en cause la résilience de la planète pour maintenir les activités humaines. Parallèlement, les inégalités entre et au sein des sociétés demeurent élevées : elles ne satisfont pas les besoins fondamentaux de milliards de personnes et leur infligent une vulnérabilité disproportionnée face aux changements environnementaux mondiaux. Pour contrer cette tendance, le PNUE et la SETAC ont travaillé en collaboration pour produire cet ouvrage intitulé Vers une évaluation de la durabilité dans le cycle de vie. Ces travaux ont été réalisés dans le cadre de l'Initiative sur le Cycle de vie PNUE/SETAC.



Green Growth, Resources and Resilience: Environmental Sustainability in Asia and the Pacific

Ce rapport du PNUE décrit un paysage politique en pleine mutation caractérisé par une évolution des réalités économiques, une demande croissante en ressources, des effets de plus en plus visibles des changements climatiques et environnementaux ainsi que l'augmentation des risques et de l'incertitude.

Le rapport apporte un nouvel éclairage sur les tendances de l'utilisation des ressources en Asie et dans le Pacifique et décrit les actions clés, y compris la réforme des incitations économiques et la promotion d'approches de gouvernance plus inclusives et adaptables, pouvant être menées par les gouvernements à travers des stratégies de croissance économique plus alignées sur les objectifs de développement durable. Il donne également des exemples de stratégies visant à améliorer la résilience pour faire face aux niveaux de risque croissants encourus par les sociétés et les économies.



Par Achim Steiner

Sous-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Depuis sa création lors de la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain – où le PNUE a également vu le jour – la Journée mondiale de l'environnement n'a cessé depuis 40 ans d'être le principal moyen pour les Nations Unies de sensibiliser les communautés, les villes, les pays, les continents aux questions environnementales.

Et depuis 40 ans, la Journée a porté l'attention du monde sur des défis en constante évolution et urgents auxquels nous faisons tous face suite à la croissante dégradation de l'environnement, la pollution, les modes non durables de consommation et de production.

1974 a marqué l'année du premier thème de la Journée mondiale de l'environnement sous la bannière « Une seule Terre ». Le slogan soulignait un fait simple mais cohérent : l'humanité n'a qu'une seule demeure et il est donc prudent d'en prendre soin.

1989 a abordé la question des changements climatiques avec le thème « Alerte au réchauffement climatique ! »

Dans les années 90, la Journée mondiale de l'environnement a établi des liens entre pauvreté et environnement et a exprimé des inquiétudes croissantes au sujet des mers et des océans.

En 2003, un objectif clé du Millénaire pour le développement a été mis en lumière avec le slogan violent « L'eau : deux milliards de personnes en meurent d'envie ! »

Les dernières Journées mondiales de l'environnement ont peut-être changé de caractère, reflétant beaucoup plus fortement l'urgence d'envisager de manière plus précise les aspects environnementaux, sociaux et économiques, brins de l'ADN du développement durable, à travers le prisme de l'économie verte.

Prenons « Non à la dépendance ! Pour une économie à faible émission de carbone » en 2008 et « Forêts-la Nature à votre service » en 2011 par exemple.

Le slogan de la Journée mondiale de l'environnement 2012 représente non seulement l'un des thèmes majeurs de Rio+20 – l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté – mais il aborde la question de l'équité, à laquelle toute transformation de l'économie mondiale doit apporter une réponse.

« L'Économie verte : en faites-vous partie? » s'adresse également aux nations se préparant en vue de Rio+20 – 20 après le Sommet de la Terre de Rio.

Il exhorte tous les dirigeants – les ministres, les entreprises et les représentants de la société civile – qui participeront au Sommet à parvenir ensemble à un résultat qui offrira aux personnes en sous emploi et sans emploi des opportunités et un emploi tout en maintenant l'empreinte de l'humanité dans les limites de la planète. Rio+20 doit être un moment décisif qui énonce des actions et la voie à suivre pour assurer un XXI^e siècle durable.

Chacun de nous y contribue. Alors, faisons de la Journée mondiale de l'environnement de cette année, qui se tient à quelques semaines du Sommet, le moment où les citoyens du monde entier agissent pour un résultat positif.

Afin que dans 20 et 40 ans, les thèmes de la Journée mondiale de l'environnement s'attachent moins à lancer une alerte sur la dégradation de l'environnement et célèbrent plus l'essor des perspectives pour la population mondiale de 7 milliards de personnes – , qui s'élèvera à plus de 9 milliards en 2050 – sur notre seule Terre, depuis 2012.

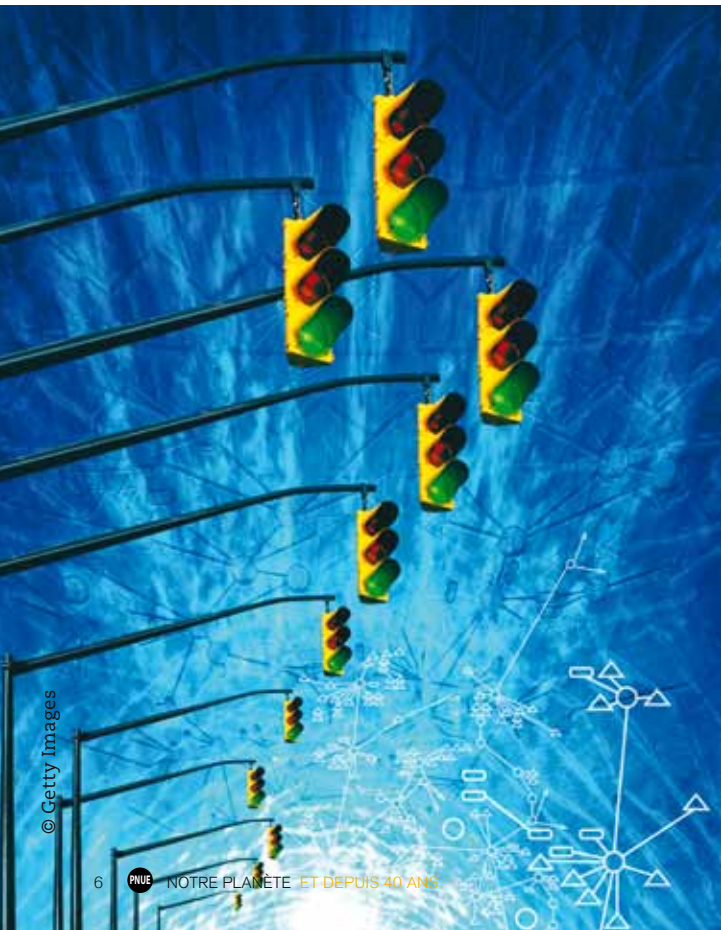


HELLE THORNING-SCHMIDT
Premier Ministre du Danemark.



© Getty Images

Une occasion unique



© Getty Images

Il y a 20 ans, la première Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro a fait figurer le développement durable parmi les préoccupations internationales. Aujourd'hui, c'est dans la même ville que le monde se rassemble à nouveau lors de la Conférence de Rio+20 pour entrer dans une nouvelle ère de durabilité.

La population mondiale a atteint les 7 milliards l'an dernier. D'ici à 2050, elle devrait s'élever à 9 milliards. Durant les 20 prochaines années, la demande mondiale en ressources devrait croître de 40 à 60 %. La pression sur les ressources naturelles et les écosystèmes mondiaux sera énorme. Si nous n'agissons pas, la base de notre économie commencera à s'affaiblir. Parallèlement, le changement climatique et la dégradation de l'environnement constitueront des défis pour les populations de la planète.

Pour l'Union européenne et ses États membres, la Conférence de Rio +20 représente une occasion unique de renouveler l'engagement politique en faveur du développement durable et d'obtenir des résultats concrets et ambitieux. L'Union européenne s'est employée avec dynamisme à faire avancer un ordre du jour ambitieux à Rio+20.

L'UE a proposé une feuille de route sur l'économie verte comme résultat opérationnel à Rio. Elle devrait inclure des délais assortis d'objectifs et d'actions spécifiques dans un grand nombre de domaines tels que l'énergie, l'eau, l'agriculture, les océans, les villes et les substances chimiques, et contribuer grandement au développement durable et à l'éradication de la pauvreté. Elle doit également répondre à des questions transversales telles que l'élimination des subventions nuisibles à l'environnement, les réformes fiscales vertes et les financements innovants. Une feuille de route de l'économie verte proposera diverses voies vers le développement durable, dont certaines communes, mais également des pistes individuelles selon les besoins et les situations particulières des pays. Les pays recevront des conseils et une assistance coordonnée du système des Nations Unies et des institutions financières internationales pour les aider à mener des programmes adaptés pour construire une économie plus verte. Pour nous, cette proposition pourrait considérablement favoriser la transition mondiale vers l'économie verte.

Mais les gouvernements ne peuvent aller seuls vers une transition verte mondiale. Il faut un vrai engagement de tous les acteurs. L'UE souligne que le secteur privé et la société civile jouent des rôles clés dans la croissance verte et la promotion de modes de consommation et de production durables grâce aux investissements, aux partenariats public-privé, à la recherche et à l'innovation.

À Rio, la société civile et le secteur privé devront jouer un rôle important. Ces groupes apporteront des contributions importantes à la Conférence et stimuleront de nouvelles visions, une nouvelle inspiration chez les acteurs et de nouveaux partenariats entre eux. Le Brésil, notre hôte, a prévu d'organiser neuf tables rondes qui réuniront des représentants éminents du monde des affaires, de la communauté scientifique et des ONG en vue de formuler des recommandations lors de ce débat de haut-niveau dans des domaines tels que la sécurité

alimentaire, le développement durable pour l'éradication de la pauvreté et l'énergie.

Nous devons également définir une nouvelle mesure de la croissance économique qui prenne pleinement en compte l'utilisation des ressources de notre planète et qui intègre de manière harmonieuse les dimensions économique, sociale et environnementale. Si nous abattons toutes nos forêts et pêchons tous les poissons, nous susciterons peut-être une croissance économique rapide, mais parallèlement, nous compromettrons notre potentiel de croissance future. C'est pourquoi l'Union européenne estime que nous devons convenir d'indicateurs complétant le PIB et intégrant harmonieusement toutes les dimensions de la durabilité. Nous avons besoin d'une mesure qui illustre véritablement le progrès. Nous devons savoir si nous sommes sur la bonne voie vers la durabilité.

Pour établir des objectifs mondiaux de développement durable et relever les défis futurs, un système de gouvernance internationale robuste s'impose. Il faut réformer le cadre institutionnel pour le développement durable, et c'est une grande priorité pour l'UE à Rio. L'Union européenne suggère d'accorder un statut plus élevé au Programme des Nations Unies pour l'environnement, permettant ainsi au système des Nations Unies de répondre plus efficacement aux besoins environnementaux dans le contexte du développement durable.

Le Danemark a prouvé que la croissance économique ne conduit pas nécessairement à une utilisation croissante des ressources. Au cours des trente dernières années, l'économie danoise a connu une croissance soutenue alors que la consommation d'énergie est restée pratiquement constante. Depuis les années 1980, la part des énergies

renouvelables dans la consommation finale d'énergie a été en constante augmentation et s'élève maintenant à environ 22 %. Récemment, nous avons approuvé une nouvelle stratégie énergétique nationale qui implique une réduction de 34 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 (mesurées par rapport aux niveaux de 1990) et prévoit la construction de nouveaux grands parcs éoliens, dont l'effet combiné sera équivalent à la consommation d'énergie de 1,5 million de foyers danois. Notre objectif est d'atteindre

une énergie
100 % renouvelable
au Danemark d'ici à
2050.

« Une feuille de route de l'économie verte proposera diverses voies vers le développement durable, dont certaines communes, mais également des pistes individuelles selon les besoins et les situations particulières des pays ».

Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a mis en avant une initiative pour parvenir à « l'Énergie Durable pour Tous » d'ici à 2030. Il s'agit d'un plan ambitieux avec des objectifs concrets pour les énergies renouvelables, l'utilisation efficace des

ressources énergétiques et l'accès à l'énergie. J'espère que d'autres pays, les entreprises privées et les organisations de la société civile s'inspireront de l'exemple du Danemark dans ce domaine et s'engageront en faveur de l'initiative du Secrétaire général à Rio. Et il faut s'engager si nous voulons assurer une transition mondiale vers une économie verte - une transition dont tous les pays profiteront, quel que soit leur niveau de développement.

Nous ne voulons pas d'un monde où la concurrence pour les ressources rares est une source de conflits entre pays ou au sein des pays. Nous voulons un monde dans lequel nous créons et partageons une croissance économique en se fondant sur les principes de durabilité et en tirant parti des perspectives offertes par un avenir où les ressources seront de plus en plus rares - pour notre propre bien et pour le bien des générations futures.



L'avenir que nous souhaitons



PAR SHA ZUKAN

Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable

Il y a 20 ans, en juin 1992, les dirigeants mondiaux se réunissaient à Rio de Janeiro pour une rencontre historique : la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (le Sommet de la Terre de Rio), qui déclenchait un élan d'enthousiasme et d'optimisme sans précédent. Des accords étaient conclus sur d'importantes questions et principes, dans des domaines tels que la biodiversité, le changement climatique et la gestion des forêts. Le Sommet de la Terre lançait un message clair : œuvrer ensemble permet de trouver des solutions.

Vingt ans plus tard, le monde a changé d'une manière totalement imprévisible à l'époque. Des avancées notables ont été enregistrées au plan de la croissance économique, de l'espérance de vie et de la réduction de la pauvreté. Les modes de communication et

d'échanges commerciaux ont été révolutionnés. Les technologies de l'information et de la communication ont ouvert de nouvelles voies pour l'éducation, la communication et l'entrepreneuriat.

En même temps, de nouveaux défis sont apparus tandis que les anciens s'intensifiaient. La Terre abrite environ 2,5 milliards d'individus supplémentaires et devrait accueillir 9 milliards d'habitants d'ici à 2050. Parallèlement, le capital naturel sur lequel repose nos moyens d'existence s'amenuise considérablement. Les dérèglements climatiques et leurs effets se sont aggravés : de nouveaux défis en matière d'approvisionnement en eau et de sécurité alimentaire ont surgi; une crise financière et économique mondiale a entravé le développement dans plusieurs domaines de l'activité humaine; et

les modes de consommation et de production non viables se sont amplifiés, causant des dégâts parfois irréversibles à notre héritage naturel.

En 1992, Rio nous orientait vers un avenir plus équilibré et durable et nous ne sommes pas parvenus à garder le cap ni à traduire les principes en actes. Les progrès dans la mise en œuvre de ces principes se sont avérés nettement insuffisants. C'est pourquoi la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) tombe à point nommé. Les chefs d'État et de gouvernement, le secteur privé et la société civile se réuniront une nouvelle fois pour réitérer leur engagement à l'égard des promesses faites en 1992 et nous lancer sur une voie viable à long terme. Les défis qui se présentent à l'échelle mondiale et nos destinées communes exigent que nous nous employions ensemble à

édifier un avenir meilleur et que nous nous engageons à réaliser cet objectif. En d'autres termes, cette conférence sera celle de la mise en pratique.

Comment s'assurer que Rio + 20 produira les résultats attendus? Nombreux sont ceux qui estiment qu'il faut éviter une répétition d'Action 21 et d'autres traités ou accords, et que la Conférence devrait s'appuyer sur les réalisations antérieures, se concentrer sur les mesures qui permettent de combler les lacunes au niveau de la mise en application et façonner notre vision de l'avenir. Elle doit être à la fois ciblée, ambitieuse et axée sur l'action. J'ai demandé aux délégations de chercher à atteindre des résultats fondamentaux pour la réduction de la pauvreté et le bien-être commun dans tous les pays, en particulier en ce qui concerne l'alimentation, l'eau et l'énergie.

Le document final de la Conférence devrait contenir des décisions entraînant des transformations en ce qui concerne les deux thèmes de la Conférence – L'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté ; et Le cadre institutionnel pour le développement durable – , ainsi que dans plusieurs autres domaines prioritaires.

Le premier thème souligne la nécessité de mener un développement économique plus durable, ce qui suppose d'encourager les investissements dans des secteurs et activités ayant un impact réduit sur l'environnement. En même temps, une économie verte doit favoriser l'éradication de la pauvreté, l'emploi et la réalisation d'autres objectifs sociaux. Il convient à cet égard de tenir pleinement compte des différences de niveau de développement entre les pays qui se lancent dans cette voie. Par ailleurs, le partage des connaissances et technologies constituera un facteur essentiel de succès à la Conférence de Rio. S'agissant du cadre institutionnel, les trois piliers du développement durable – social, économique et environnemental –

doivent être mieux intégrés pour pouvoir obtenir les résultats désirés. Il convient également d'inclure dans ce cadre des dispositions visant à améliorer l'évaluation et le compte rendu des progrès accomplis ainsi qu'à assurer un traitement efficace des problèmes persistants et émergents. Il me semble qu'une gouvernance renforcée permettra d'instaurer les conditions favorables à une action plus responsable et transparente aux niveaux international, régional et national.

Bon nombre de participants attendent également de la

« Parmi les domaines prioritaires pour les mesures envisageables dans le cadre des Objectifs du développement durable figurent l'eau, l'énergie, l'alimentation, l'emploi, les villes, les océans, la préparation aux catastrophes et l'éradication de la pauvreté ».

Conférence de Rio qu'elle lance un processus d'élaboration d'Objectifs du développement durable, qui s'inspireraient des objectifs du Millénaire pour le développement et guideraient le programme de développement des Nations Unies après 2015. Ces objectifs devraient veiller à protéger la santé de l'environnement tout en prenant en compte les besoins de plus vulnérables. Ils seront conçus pour aider les gouvernements et autres

parties prenantes à focaliser leurs énergies et à suivre les progrès réalisés. Parmi les domaines prioritaires pour les mesures envisageables dans le cadre des Objectifs du développement durable figurent l'eau, l'énergie, l'alimentation, l'emploi, les villes, les océans, la préparation aux catastrophes et l'éradication de la pauvreté.

Enfin, Rio+20 offre l'occasion aux gouvernements et aux grands groupes, notamment au monde des affaires et au secteur industriel, d'annoncer des engagements nouveaux et mesurables visant à faire du développement durable une réalité. Ces engagements, associés aux Objectifs du développement durable, contribueront à assurer la participation de tous les secteurs de la société et le respect des promesses qui ont été faites.

Après la Conférence de 1992, nous n'avons pas été capables de tenir comme il se doit nos engagements en tant que communauté mondiale. Nous devons faire en sorte que cette fois-ci il n'en soit pas ainsi. Face à l'ampleur des problèmes qui se posent au niveau mondial, il est essentiel que Rio+20 porte une ambition à la mesure des défis à relever. Nous avons besoin d'engagements fermes susceptibles d'avoir un effet réel sur la vie des plus pauvres, et nous avons besoin de décisions qui aident l'humanité à vivre en tenant compte des capacités limites de la planète. Les gouvernements, les membres de la société civile, le monde des affaires et le secteur industriel doivent être prêts à s'engager et proposer des initiatives qui ouvrent des perspectives nouvelles. Ils doivent adresser aux jeunes générations un message fort : nous sommes responsables, nous pensons à long terme et nous sommes disposés à œuvrer pour le bien de l'humanité toute entière.

Le document qui sera adopté à l'issue de Rio+20 s'intitule : « L'avenir que nous souhaitons » et ce qu'il devrait proposer pourrait se résumer ainsi : la vision, l'espoir, la détermination et les mesures nécessaires pour créer un avenir meilleur pour tous.



MAURICE STRONG

Secrétaire-Général de la Conférence de Stockholm de 1972 et du Sommet de la Terre de 1992



Changement de cap

D'immenses changements sont intervenus dans le monde depuis que la première Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain, tenue à Stockholm en 1972, a placé l'environnement au centre des préoccupations de la communauté internationale et depuis l'adoption d'Action 21, le schéma directeur pour un mode de vie durable, au Sommet de la Terre de 1992, à Rio.

Des progrès notables ont été réalisés tant au niveau de la prise de conscience et de la compréhension des problèmes à traiter que de notre capacité à les résoudre. Nous reconnaissons également davantage l'urgente nécessité de prendre des mesures décisives et les désastreuses conséquences de l'inaction. Notre engagement plus résolu en faveur du développement durable s'est accompagné d'un nombre accru d'actions positives. Et pourtant la plupart des problèmes auxquels le monde se trouve aujourd'hui confronté restent non réglés depuis des décennies, certains depuis Stockholm. Ceux-ci ont à présent pris les proportions d'une crise, non faute de détermination de la part des gouvernements mais en raison de leur manque d'efficacité dans la mise en œuvre des mesures promises.

Si les États avaient appliqué les multiples conventions, traités et déclarations qu'ils ont négociés – de Stockholm à Rio en passant par Kyoto et Johannesburg – nous serions aujourd'hui bien engagés sur la voie de la durabilité. Au lieu de cela, leur échec nous a laissé sur une trajectoire qui menace l'avenir même de l'humanité. Ces 30 dernières années ont été marquées par un capitalisme irresponsable poursuivant une croissance économique sans limite aux dépens de la société comme de l'environnement et engendrant de plus en plus d'argent pour un nombre restreint d'individus, sans trop se soucier des ressources naturelles sur lesquelles repose cette richesse.

La Conférence de Rio +20 offre une nouvelle occasion d'opérer le « changement de cap » préconisé par les chefs d'entreprise au Sommet de la Terre il y a 20 ans. Il faudra pour cela modifier fondamentalement la façon dont nous gérons les activités qui ont une incidence sur la durabilité de notre planète et parvenir à un degré de coopération sans aucune mesure avec ce qui a été mis en œuvre jusqu'ici. Du fait de leur importance transcendante,

les mesures à adopter doivent être solidement enracinées dans nos principes moraux et éthiques les plus profonds.

Cependant, cette rencontre intervient à un moment où de nombreux gouvernements portent une attention prioritaire aux crises économiques et financières et aux turbulences politiques qu'elles provoquent. La concurrence et les conflits pour des ressources limitées s'intensifient et les changements proposés dans les modes de production et de consommation se heurtent à une résistance de plus en plus forte. De ce fait, les questions à long terme, notamment celles relatives à l'environnement et au changement climatique, bénéficient d'un degré de priorité beaucoup plus faible. Ce recul de la volonté politique risque d'avoir des conséquences bien plus néfastes que les questions plus pressantes qui en sont la cause.

Il faut, aujourd'hui plus que jamais, tenir compte des preuves scientifiques qui montrent que le temps presse si l'on veut arriver à gérer convenablement nos impacts sur l'environnement, la biodiversité et les écosystèmes dont nous dépendons. Les problèmes écologiques au cœur de nos crises environnementales et financières ont la même origine : des déficiences fondamentales dans notre système économique. Nous devons dépasser les préoccupations mineures qui accaparent notre attention et faire face à cette réalité : l'avenir de la vie humaine dépend du succès ou de l'échec des mesures prises au cours de la présente génération.

Ce constat souligne l'urgence des décisions qu'il convient de prendre à la Conférence de Rio +20. Le

changement de cap nécessaire devra s'accompagner d'une transformation radicale de notre système économique actuel, en particulier de la part des pays, occidentaux pour la plupart, qui ont dominé l'économie mondiale au cours du siècle dernier. Ils seront les plus réticents face à l'exigence de changement alors qu'ils ont monopolisé les avantages économiques associés aux activités responsables des dégâts cumulés subis par les écosystèmes, les précieuses ressources biologiques et le climat de la planète.

L'économie verte n'est pas un simple slogan et Rio+20 doit donner une nouvelle impulsion vigoureuse à sa mise en place aux niveaux national, local et mondial. Une économie qui combine les principes du développement durable avec un capitalisme responsable peut engendrer suffisamment de richesse pour répondre aux besoins de tous. Le Sommet de la Terre de 2012 doit

établir une feuille de route claire pour la transition urgente vers l'emploi d'énergies renouvelables destinée à guider notre progression vers une économie durable, équitable et accessible à tous.

L'élément clé de cette stratégie est un énorme renforcement de l'efficacité économique – dans la production de biens et des

services, l'utilisation d'énergie, et le développement, l'exploitation et la réutilisation de ressources. Certains pays, dont le Japon, l'Allemagne et d'autres pays européens, ont démontré que c'est non seulement faisable mais aussi nettement avantageux aux plans économique et environnemental. Les pays plus développés, qui ont contribué le plus aux problèmes écologiques mondiaux, se sont engagés à

mettre à la disposition des pays en développement les financements et technologies dont ils ont besoin pour passer à une économie verte. Il leur appartient – et il est également dans leur intérêt – de respecter cet engagement.

Dans chaque pays, les organisations de la société civile devraient évaluer la performance de leur gouvernement dans la mise en œuvre des engagements pris, notamment à Rio. Il faudrait en outre créer un nouveau système d'émission d'obligations pour la préservation de la Terre, qui seraient vendues à des fondations du secteur privé, divers fonds de développement ou des particuliers à des fins d'investissement dans des projets de développement durable, principalement dans les pays en développement. Un autre mécanisme devrait être mis en place, conformément aux principes 21 et 22 adoptés à Stockholm en 1972, pour que les victimes de dommages environnementaux causés par un pays étranger puissent demander réparation devant les tribunaux de ce pays.

Il faut impérativement clarifier et renforcer le rôle du PNUE en lui accordant le statut d'institution spécialisée et traiter l'environnement comme une question systémique, non en tant que secteur. Une telle décision pourrait conduire à la création d'une Organisation mondiale de l'environnement. Par ailleurs, l'obsolète Conseil de tutelle des Nations Unies devrait se voir confier un nouveau mandat qui couvrirait le patrimoine commun de l'humanité et l'environnement et Rio+20 devrait adopter la Charte de la Terre et reposer sur cette convention.

Certains jugeront ces mesures irréalistes dans le contexte actuel mais refuser d'admettre les faits ne permettra pas de changer la réalité et ne fera qu'accroître ses dangers. Il y a un besoin réel et urgent d'adopter des mesures de ce type. La Conférence de Rio+20 ne peut à elle seule y parvenir mais elle peut - et doit - mettre en route ces processus et leur donner l'appui et l'impulsion nécessaires.



« Pendant dix jours, Rio sera le centre du monde », affirme le diplomate Laudemar Aguiar, responsable de la logistique de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20.

Le Gouvernement brésilien souhaite que cette conférence soit la plus importante de l'histoire des Nations Unies, avec une participation surpassant le Sommet de Copenhague de 2009. Aguiar prévoit la présence de 150 chefs d'État et de 50 000 visiteurs, notamment des diplomates, journalistes, hommes d'affaires, responsables politiques et militants écologistes.

ARRIVÉES

Des équipes d'accueil seront mises à la disposition des délégations officielles aux aéroports internationaux de Rio de Janeiro, São Paulo, Brasília, Manaus, Recife et Porto Alegre. D'autres aéroports internationaux pourront être utilisés, en fonction du nombre de chefs d'État ou de gouvernement débarquant au Brésil.

À leur arrivée dans le pays, les personnalités étrangères seront soumises à des contrôles de douane et d'immigration rapides à condition qu'elles aient communiqué leurs dates d'arrivée et de départ par note verbale au moins cinq jours ouvrables à l'avance.

Pour toute information concernant les vols de correspondance au départ des principales villes brésiliennes à destination de Rio de Janeiro, veuillez consulter le site Internet d'Infraero (Agence brésilienne des infrastructures aéroportuaires) ou contacter la compagnie aérienne concernée.

Des équipes d'accueil seront mises à la disposition des délégations à deux aéroports de Rio de Janeiro : l'Aéroport international Antonio Carlos Jobim (GIG) et l'Aéroport Santos Dumont (SDU).

TRANSPORT

À Rio de Janeiro, des services de navette spéciale seront offerts par le Gouvernement brésilien aux représentants des États, des organisations intergouvernementales, du système des Nations Unies et des médias entre les aéroports et les hôtels et entre les hôtels et le Riocentro, du 12 au 23 juin 2012. Une carte d'accès à la Conférence sera nécessaire pour pouvoir bénéficier de ce service. Pour l'obtenir, les pièces d'identité suivantes seront acceptées :

Représentants des États membres ou d'organisations intergouvernementales : passeport diplomatique, carte d'identité d'ambassade, lettre officielle de pouvoirs ou lettre officielle de participation délivrée par les gouvernements ou organisations;

Représentants du système des Nations Unies : un laissez-passer des Nations Unies valide ou une carte d'accès à la Conférence;

Représentants des médias : une carte d'identité valide et une copie du courrier électronique des Nations Unies autorisant la participation à la Conférence.

Outre les places de parking attribuées au convoi officiel, jusqu'à 4 places situées dans la zone de Riocentro seront mises à la disposition des délégations dirigées par des chefs d'État ou de gouvernement et 2 places maximum seront réservées aux autres délégations officielles. Par conséquent, les participants sont encouragés à utiliser le service de navette plutôt que des voitures individuelles chaque fois

que cela est possible, ce qui devrait contribuer à promouvoir le thème de la Conférence.

Pour de plus amples informations sur le transport, vous pouvez écrire à : rio20.transporte@itamaraty.gov.br

CENTRES DE CONFÉRENCE



CENTRE PRINCIPAL : RIOCENTRO

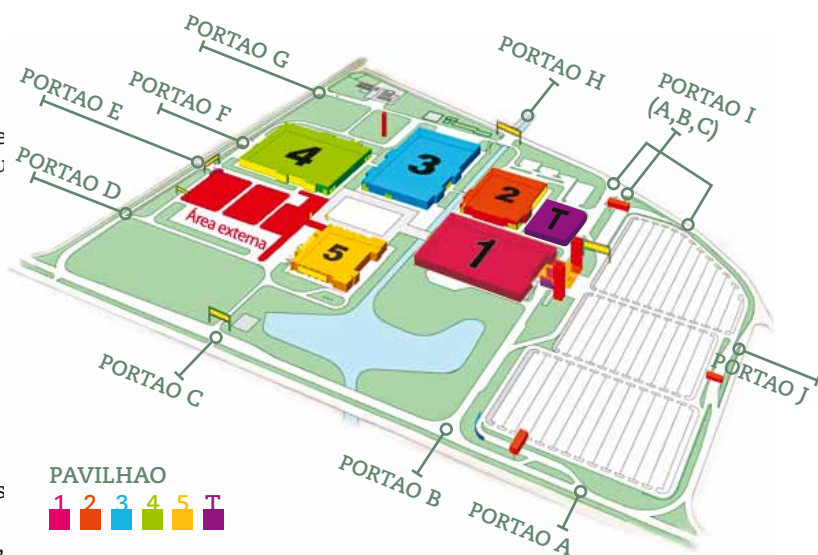
Le Riocentro est le site officiel de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Il est situé Avenida Salvador Allende, n° 6.555, Barra da Tijuca (Rio de Janeiro).

Ce centre de conférences comprend cinq pavillons reliés entre eux couvrant une superficie totale de 100 000 m², à l'intérieur

d'un périmètre de 571 000 m². Un pavillon temporaire sera ajouté pour les manifestations parallèles.

En 1992, le Riocentro, qui ne comptait alors que trois pavillons, a accueilli la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet de la Terre de 1992).

Pendant la Conférence de Rio+20, ce centre sera placé sous la responsabilité des Nations Unies; seules les personnes préalablement accréditées par les Nations Unies seront autorisées à entrer dans cette zone.



- **Pavillon 1** : entrée des participants; lieu d'accréditation pour la presse et les délégués officiels.
- **Pavillon 2** : aire de restauration et autres services.
- **Pavillon 3** : centre des médias et salles de conférences.
- **Pavillon 4** : hall d'arrivée pour les convois de chefs de délégation qui ne sont pas des chefs d'État ou de gouvernement; salon d'honneur pour les autorités brésiliennes et étrangères; salle de réunions bilatérales pour les personnalités qui ne sont pas des chefs d'État ou de gouvernement; bureaux d'appui pour les délégations; deux salles œcuméniques de méditation (une pour les femmes, une pour les hommes); un auditorium de 272 places.
- **Pavillon 5** : hall d'arrivée pour les convois de chefs d'État ou de gouvernement; salon des très hautes personnalités réservé aux chefs d'État ou de gouvernement; salle des séances plénières : la participation à ces séances est limitée à six délégués par pays, assis sur deux rangées de trois sièges chacune, comme pour les séances plénières de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- **Pavillon temporaire** : les représentants des grands groupes accrédités par les Nations Unies occuperont le pavillon temporaire, situé entre le Pavillon 1 et le Pavillon 2. Ce lieu sera utilisé pour des manifestations parallèles, notamment des conférences, séminaires et exposés.

AUTRES LIEUX



PARC DES ATHLÈTES

Le Parc des Athlètes, qui fait face au Riocentro, accueillera les pavillons des pays membres, des organismes des Nations Unies et du Gouvernement brésilien, ainsi que d'autres activités en rapport avec la Conférence.



CIRCUIT AUTOMOBILE DE JACAREPAGUÁ (AUTÓDROMO DE JACAREPAGUÁ)

Durant la Conférence, des manifestations importantes, notamment des expositions et des activités organisées par la société civile, se dérouleront sur ce circuit.



ARENA DE BARRA

Ce site accueillera des activités de la société civile et servira de centre d'enregistrement et d'activités. Les manifestations organisées au Riocentro y seront rediffusées.



PARC DU FLAMENGO (PARQUE DO FLAMENGO)

Les activités de la société civile qui auront lieu dans ce Parc seront organisées sous la responsabilité du Comité directeur de la société civile pour Rio+20. Parmi celles-ci figurera le Sommet pour les peuples.

MUSÉE D'ART MODERNE (MUSEU DE ARTE MODERNA) ET VIVO RIO



Situé dans les jardins du Parc du Flamengo, le Musée abritera une exposition sur le développement durable ainsi qu'une foire sur la biodiversité. Dans la zone entourant le Musée se dérouleront des activités organisées par les gouvernements et la société civile. Le Vivo Rio, une salle de spectacle de 200 places adjacente au Musée, accueillera des activités de la société civile et servira de centre de rediffusion.

QUAI MAUÁ ET CENTRE CULTUREL D'ACTION CITOYENNE (CENTRO CULTURAL AÇÃO DA CIDADANIA)



Le Quai Mauá sera le cadre d'expositions organisées par les gouvernements sur les technologies durables, entre autres. Le Centre culturel d'action citoyenne accueillera des activités relatives à l'inclusion culturelle et sociale.

Pour plus d'informations sur la Conférence, voir :

www.uncsd2012.org/rio20/

www.unep.org/rio20

www.rio20.gov.br/

RICHARD BRANSON
Fondateur et Président du
groupe Virgin



Un bon créneau

La protection des ressources naturelles constitue un des créneaux les plus porteurs de notre époque. Nous avons les technologies qu'il faut. Il ne nous manque plus que les politiques publiques permettant de mobiliser les capitaux nécessaires à la mise en place d'une nouvelle économie donnant à l'homme et à la planète plus d'importance qu'au maintien du statu quo et favorisant un mode de vie plus équitable en harmonie avec la nature.

Jusqu'ici, les affaires, ou le capitalisme, ont essentiellement été un moyen de gagner de l'argent. Le résultat final comptait plus que la manière de l'obtenir. Une des théories les plus catastrophiques des années 1970 a été celle affirmant que la vocation primaire de l'entreprise était de maximiser les profits de ses actionnaires par tous les moyens. Elle a été à l'origine de divers fléaux sociaux, certaines entreprises y voyant une raison de polluer, de procéder à des licenciements sommaires ou de courir après des gains immédiats non viables à long terme.

Le capitalisme a été un facteur de croissance économique et a apporté de nombreux avantages, mais avec des contreparties qui n'apparaissent pas dans les bilans financiers. En effet, les pratiques habituelles des entreprises sont en train de détruire la planète. Les ressources s'épuisent. L'atmosphère,

les mers et les terres sont fortement polluées. Les pauvres s'appauvrissent davantage. Nombreux sont ceux qui meurent de faim ou faute de pouvoir se payer les médicaments salvateurs. Près de la moitié de l'humanité vit avec moins de 2 dollars par jour et les deux tiers de cette population n'ont pas accès à l'eau potable.

La focalisation obtuse sur le profit a amené la plupart des entreprises à perdre de vue le rôle important qu'elles jouent à long terme dans le bien-être de la planète et de ses habitants. Partout dans le monde, des voix s'élèvent pour exiger que cela change, comme on l'a vu avec les récents mouvements d'occupation.

Mon dernier livre, *Screw Business as Usual* (Virgin 12,99 livres sterling), raconte l'histoire d'un voyage qui a duré sept ans. À mes débuts, je pensais que je m'en tirais plutôt bien comme entrepreneur et comme être humain soucieux des préoccupations d'autrui. Ma vie de chef d'entreprise se déroulait sans accroc et je menais une existence très heureuse au plan personnel. Mais à mesure que je

« Il importe que le secteur des entreprises ne se contente pas d'éviter de polluer mais s'emploie aussi à réparer les dommages causés par la pollution au cours de ces derniers siècles et à rétablir l'harmonie avec la nature ».

prenais de l'âge, il me semblait que je n'influais pas suffisamment sur le cours des choses, en particulier au vu de mon incroyable réussite, et je me suis rendu compte que j'avais à peine entamé la surface de tout ce qu'il fallait faire pour assurer la survie de la planète. J'étais

également tout à fait conscient du fait qu'il y avait trop de pauvreté dans le monde. J'avais toujours voulu faire de Virgin une entreprise exemplaire en matière d'entrepreneuriat social mais maintenant, je savais qu'il fallait faire davantage pour provoquer un changement et inciter les employés de tous nos secteurs d'activité à y participer.

Mon parcours n'a véritablement commencé qu'après la visite d'Al Gore chez moi, à Londres. Il présentait un choix peu réjouissant : réduire toutes les





© Shutterstock

« Qui plus est, en octobre dernier, Virgin Atlantic a fait une percée encore plus prometteuse : la transformation de gaz résiduaires issus de la production industrielle d'acier en carburant d'aviation ».

transport maritime, qui émet chaque année environ 1 milliard de tonnes de dioxyde carbone, il a, par exemple, classé les navires de A à G selon leur efficacité énergétique, ce qui, d'une part, permet aux acheteurs de choisir les meilleurs navires et aux ports de privilégier ceux qui polluent le moins, améliorant ainsi le fonctionnement du marché.

De même, il a conçu un système novateur de financement donnant aux établissements de crédit, grâce à une légère augmentation des taxes foncières, une garantie quasi-totale de remboursement des prêts consentis pour les dispositifs tels que doubles vitrages, panneaux solaires, etc. qui améliorent l'efficacité énergétique des bâtiments. Cette idée a été testée à Miami et Sacramento, où des engagements se montant à 650 millions de dollars ont été rapidement obtenus auprès d'entreprises privées, ce qui a permis de moderniser des bâtiments, réduire considérablement la consommation d'énergie et créer des milliers d'emplois.

Il faut que le monde des affaires reconnaisse que les entreprises les plus susceptibles d'être profitables à long terme pour leurs actionnaires sont celles qui prennent soin de leurs employés, remplissent convenablement leur rôle de gestionnaire de l'environnement et adoptent une perspective à long terme. Les entreprises qui gèrent et mesurent constamment leurs activités en faisant preuve de responsabilité réalisent systématiquement de meilleures performances que leurs 350 homologues du FTSE en termes de dividendes totaux.

Il importe que le secteur des entreprises ne se contente pas d'éviter de polluer mais s'emploie aussi à réparer les dommages causés par la pollution au cours de ces derniers siècles et à rétablir l'harmonie avec la nature. Il devrait aider les moins bien lotis à trouver des moyens de gagner dignement leur vie et réinventer notre mode de vie pour créer un monde beaucoup plus équilibré, sain et calme. Le capitalisme devrait adopter une approche socialement responsable conduisant à la libération économique des pauvres. De nouvelles possibilités d'entrepreneuriat se présenteront alors.

émissions de carbone et maintenir les températures mondiales dans des limites sûres pour pouvoir éviter une catastrophe planétaire ou ne rien faire et voir la planète se réchauffer et le niveau des mers monter. La première chose qui me soit venue à l'esprit a été de trouver des solutions au niveau de l'entreprise, par exemple un geste impressionnant à la fois utile en soi et susceptible d'inciter d'autres à suivre le mouvement. Je me suis donc engagé à investir, au cours des 10 prochaines années, tous les dividendes des activités de transport aérien et ferroviaire du groupe Virgin dans les carburants renouvelables, et en particulier dans des recherches sur des carburants aéronautiques de substitution.

Après avoir écarté l'éthanol, dont l'utilisation dans un avion est déconseillée, étant donné qu'il gèle à 5 000 mètres d'altitude, nous avons investi dans la mise au point de carburants à base d'algues, d'isobutanol, et même d'eucalyptus mallee, qui ne présentent pas ce

défaut. En collaboration avec une autre entreprise, Virgin Australia mène actuellement des recherches sur la fabrication de biobrû, que l'on peut raffiner pour une utilisation dans l'aviation, à partir de la biomasse ligneuse de ces arbres par un processus à l'issue duquel on obtient du biochar, qui peut être enfoui dans le sol pour en améliorer la qualité tout en piégeant le carbone. Qui plus est, en octobre dernier, Virgin Atlantic a fait une percée encore plus prometteuse : la transformation de gaz résiduaires issus de la production industrielle d'acier en carburant d'aviation.

Ces investissements paraissent tous très positifs mais pour rééquilibrer la température du globe il nous faut réduire de 25 gigatonnes les émissions annuelles mondiales de carbone. C'est pourquoi notre fondation, Virgin Unite, a mis sur pied le « Carbon War Room » (Cabinet de guerre contre le carbone) chargé d'instaurer une nouvelle stratégie mondiale d'élaboration de solutions basées sur le marché pour réduire ces émissions. Réunissant des entrepreneurs d'envergure internationale attachés aux mêmes principes, ce Cabinet de guerre combine la puissance des entreprises, les capitaux et la technologie pour briser les barrières commerciales et attirer des fonds en faveur de solutions efficaces.

Il a recensé 25 secteurs d'activité, dont ceux du transport maritime, de l'aviation, de l'informatique et de l'éco-construction, qu'il considère capables de réduire leurs émissions et entreprend maintenant de leur montrer comment. Dans le secteur du

Un développement sain



MME MARGARET CHAN
Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé

« Les liens entre la santé, le développement durable et la croissance économique ne font aujourd'hui aucun doute quand on sait que le manque d'accès aux soins appauvrit les populations, car elles ne peuvent travailler, et qu'utiliser ces mêmes services les appauvrit parce qu'elles ne peuvent pas payer ».

Nous voulons un avenir sain. Une bonne santé contribue au développement durable, simplement parce que les populations en bonne santé sont plus à même d'apprendre, de travailler et de contribuer positivement à leurs sociétés. La Déclaration initiale de Rio en 1992 l'illustre bien en son principe 1 qui énonce que les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature ». Dix ans plus tard, lors du sommet de Johannesburg, le rôle de la santé a été réaffirmé, et il est encore plus crucial aujourd'hui. Je crois qu'en 2012, il nous faut bien davantage reconnaître la contribution de la santé et nous disposons des éléments pour le justifier.

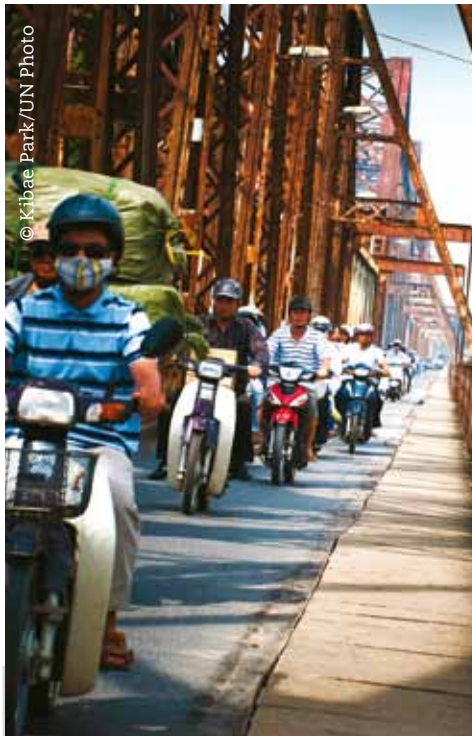
Nous devons commencer à aborder la relation entre santé et développement durable selon trois axes complémentaires. La santé contribue à la réalisation des objectifs de durabilité, la santé bénéficie potentiellement du développement durable et la santé permet de mesurer les progrès accomplis dans les trois piliers de la politique de développement durable.

Commençons par le dernier point. Pour avancer vers le développement durable, il faut des indicateurs de mesure intégrant les dimensions économique, environnementale et sociale des politiques. Investir dans la santé ne suffit pas à résoudre les questions de dette souveraine, de volatilité des prix alimentaires ou de l'impact

des changements climatiques sur l'environnement. Mais pour ceux d'entre nous qui s'attachent à promouvoir une approche plus équitable, plus écologique et plus durable de la mondialisation, la santé des populations demeure d'une importance vitale pour mesurer l'impact des politiques dans tous ces domaines. Non seulement il est facile de mesurer les résultats dans le domaine de la santé mais les questions de santé sont aussi immédiates, personnelles et locales. Mesurer l'impact du développement durable sur la santé peut donc susciter l'intérêt public et politique et ainsi renforcer la mobilisation populaire pour les politiques aux résultats plus diffus ou différés (comme la réduction des émissions de CO₂).

Un environnement sain est une condition préalable à une bonne santé. Réduire la pollution de l'air, de l'eau et des produits chimiques permettrait de prévenir jusqu'à un quart des maladies mondiales. Les changements environnementaux (à travers la déforestation, la pollution de l'air, la désertification, l'urbanisation et la modification de l'utilisation des terres) sont à l'origine de nombreux problèmes urgents de santé mondiale - dont le paludisme, les maladies liées à l'eau, la malnutrition, le sida, la tuberculose, la santé maternelle et les maladies non transmissibles (par exemple, le cancer, les maladies cardiaques, les maladies respiratoires chroniques et le diabète). Mais alors que la santé peut être le principal bénéficiaire du développement économique et environnemental, cela ne se fera pas de manière automatique. Vingt ans après le premier Sommet de Rio, les décisions relatives à l'urbanisme, aux transports à la construction de logements génèrent encore trop souvent, plus qu'elles ne les réduisent, de la pollution atmosphérique, du bruit et des accidents de la route, et limitent plutôt qu'elles ne favorisent l'activité physique. Bien trop souvent, les politiques agricoles et alimentaires compliquent l'accès à des aliments sains et nutritifs au lieu de le faciliter.

Tout prouve que nous pouvons agir différemment. Le rapport de la série *Health in the Green Economy* (La santé dans une économie verte) de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) donne de nombreux exemples. Les études sur les systèmes de transport actifs montrent que se rendre au travail à vélo peut réduire la mortalité de 30 %. L'accès à des systèmes de transport en commun rapides va également de pair avec des résultats plus équitables en termes de santé, car les populations peuvent mieux accéder aux services dont elles ont besoin. La bonne combinaison de politiques d'atténuation du changement climatique pour les bâtiments résidentiels peut réduire les risques associés aux conditions météorologiques extrêmes pour la santé. Les politiques énergétiques luttant contre la pollution de l'air pourraient réduire de moitié le nombre



© Kibae Park/UN Photo

« Une économie verte est une économie qui optimise les avantages mais qui est au service de la santé et du bien-être humain ».

d'enfants mourant de pneumonie et réduire considérablement le nombre de décès dus à une maladie pulmonaire chronique, atteignant chaque année le million de personnes. Utiliser des combustibles plus propres pour cuisiner est particulièrement important : selon les données actuelles, remplacer les poêles à biomasse ou à charbon par des combustibles plus propres peut contribuer à améliorer la santé près de trois milliards de personnes.

Nous faisons souvent référence aux co-bénéfices des politiques environnementales pour la santé et à la nécessité de multiplier les avantages pour la santé tirés du développement durable, mais ce que nous soulignons avant tout, c'est le besoin de cohérence politique. Alors que le monde cherche à relever les défis posés par le vieillissement des populations, l'expansion urbaine, la mobilité croissante des populations, la compétition pour les

ressources naturelles rares, l'incertitude financière et les caprices d'un climat changeant, on ne peut plus songer à des solutions en fonction des secteurs. De même, les politiques (telles que l'intensification de la consommation de gazole) qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre en risquant d'augmenter les niveaux de maladies respiratoires ou cardiaques suite à la pollution atmosphérique ont peu à nous offrir. Une économie verte est une économie qui optimise les avantages mais qui est au service de la santé et du bien-être humain.

Enfin, il y a la contribution spécifique de la politique de santé au développement durable. L'OMS estime que 150 millions de personnes souffrent chaque année de graves difficultés financières. En effet, elles tombent malades et utilisent les services de santé, dont elles doivent payer les frais sur le champ. Bon nombre doivent vendre des biens ou s'endetter pour honorer ces paiements. Une centaine de millions de personnes tombent ainsi en dessous du seuil de pauvreté. Les liens entre la santé, le développement durable et la croissance économique ne font aujourd'hui aucun doute quand on sait que le manque d'accès aux soins appauvrit les populations, car elles ne peuvent travailler, et qu'utiliser ces mêmes services les appauvrit parce qu'elles ne peuvent pas payer.

Protéger les populations contre des frais de santé catastrophiques et leur assurer un accès aux services essentiels (y compris les services de santé génésique et sexuelle) grâce à une couverture santé universelle est un élément essentiel de toute stratégie visant à réduire la pauvreté et à bâtir des sociétés résilientes. Dans cette perspective, la santé n'est pas seulement un effet secondaire souhaitable ou un co-bénéficiaire du développement durable. Elle doit plutôt être considérée comme un pilier essentiel – doté d'un potentiel pour stimuler la croissance économique, améliorer les perspectives en matière d'éducation, limiter l'impact négatif de la croissance démographique, réduire l'appauvrissement et favoriser la cohésion sociale.

Le PNUE à l'œuvre



Vies courtes, effet dévastateur: le PNUE lance une nouvelle coalition pour lutter contre les polluants atmosphériques à courte durée de vie.

Les polluants qui ont une courte durée de vie dans l'atmosphère tels que le noir de carbone, le méthane et les hydrofluorocarbones (HFC) sont responsables pour plus de 30 % de l'actuel réchauffement de la planète. Leur impact est particulièrement important dans les zones urbaines et les régions sensibles du monde, comme l'Arctique. Ils sont également réputés nuisibles pour la santé et l'environnement.

Les mesures visant à réduire ces polluants produisent des avantages immédiats et multiples : elles protègent dès à présent la santé humaine et l'environnement et freineront le changement climatique au cours de la première moitié de ce siècle.

Conscients du fait que l'atténuation des effets des polluants atmosphériques à courte durée de vie revêt à court terme une importance critique dans la lutte contre l'évolution du climat, les gouvernements du Bangladesh, du Canada, des États-Unis, du Ghana, du Mexique et de Suède se sont réunis avec le PNUE au début de cette année pour lancer la première initiative collective destinée à maîtriser ces polluants. Ensemble, ils ont

formé la Coalition pour le climat et la qualité de l'air en vue de réduire les polluants atmosphériques à courte durée de vie, une démarche sans précédent qui a pour but d'appuyer les interventions rapides et de changer le cours des choses sur plusieurs fronts en même temps : santé publique, sécurité alimentaire et énergétique et climat. La Coalition est ouverte aux pays et aux acteurs non étatiques qui s'engagent à prendre des mesures de réduction des polluants atmosphériques à courte durée de vie et souhaitent se joindre à cet effort mondial.

Objectifs de la Coalition

Initialement, la Coalition portera essentiellement ses efforts sur le méthane, le noir de carbone et les HFC. En même temps, les partenaires reconnaissent que les actions contre ces polluants doivent compléter, non remplacer, les efforts entrepris au niveau mondial pour réduire les émissions de dioxyde de carbone, en particulier dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

« ...le climat et la qualité de l'air en vue de réduire les polluants atmosphériques à courte durée de vie, une démarche sans précédent qui a pour but d'appuyer les interventions rapides et de changer le cours des choses sur plusieurs fronts en même temps : santé publique, sécurité alimentaire et énergétique et climat ».

La Coalition a pour objectif de lutter contre les polluants à courte durée de vie ayant un effet défavorable sur le climat :

- En faisant mieux connaître les effets de ces polluants et les stratégies d'atténuation à adopter;
- En consolidant les mesures nationales et régionales ou en élaborant de nouvelles, notamment en déterminant et surmontant les obstacles, en renforçant les capacités et en mobilisant des soutiens;
- En encourageant les meilleures pratiques et en présentant des efforts fructueux;
- En améliorant la connaissance scientifique des effets des polluants de courte durée de vie ayant un effet sur le climat et des stratégies d'atténuation.

La Coalition entend servir de forum pour l'évaluation des progrès accomplis dans la lutte contre les polluants atmosphériques à courte durée de vie et la mobilisation de ressources en vue d'accélérer les interventions. Elle s'emploie à catalyser les nouvelles actions et à mettre en évidence et renforcer les efforts actuels pour lutter contre le changement climatique à court terme ainsi que les problèmes connexes de santé publique, de sécurité alimentaire et énergétique et d'environnement.

STRUCTURE

La Coalition pour le climat et la qualité de l'air en vue de réduire les polluants atmosphériques à courte durée de vie est un partenariat regroupant des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des représentants du secteur privé, la communauté des défenseurs de l'environnement et d'autres membres de la société civile. Elle est dirigée par des gouvernements mais se fonde sur une coopération étroite et a un caractère non contraignant. Sa structure de gestion se présente comme suit :

- Un Groupe de travail composé de représentants des Partenaires supervise les actions de la Coalition menées en coopération.
- Une Assemblée de haut niveau regroupant les partenaires de la Coalition se réunit pour établir les politiques, dresser le bilan des progrès réalisés et lancer de nouvelles initiatives.
- Un Comité scientifique consultatif se charge d'informer la Coalition des nouvelles avancées scientifiques dans le domaine des polluants atmosphériques à courte durée de vie, de répondre aux questions spécifiques de la Coalition et de guider les discussions sur les politiques à mener.
- La Coalition dispose d'un secrétariat hébergé par le PNUE à Paris.

QUE SONT LES POLLUANTS ATMOSPHÉRIQUES À COURTE DURÉE DE VIE?

Les polluants atmosphériques à courte durée de vie sont des agents ayant une durée de vie relativement courte dans l'atmosphère – de plusieurs jours à quelques décennies – et tendent à contribuer au réchauffement du climat. Il s'agit essentiellement du noir de carbone, de l'ozone troposphérique et du méthane, qui constituent, après le CO₂, les principaux facteurs contribuant au renforcement de l'effet de serre induit par l'activité humaine. Ce sont aussi de dangereux polluants atmosphériques, qui ont des effets nuisibles divers sur la santé humaine, l'agriculture et les écosystèmes. Certains hydrofluorocarbones figurent également dans cette catégorie de polluants. Bien que les HFC soient actuellement présents en petites quantités dans l'atmosphère, leur contribution au forçage climatique devrait, selon les prévisions, augmenter et représenter jusqu'à 19 % des émissions mondiales de CO₂ d'ici à 2050.

POURQUOI FAUT-IL AGIR?

Les polluants atmosphériques à courte durée de vie ont une incidence sur la santé publique, l'alimentation, l'approvisionnement en eau et la sécurité économique de vastes ensembles de population, aussi bien de manière directe par les effets qu'ils produisent sur la santé humaine, l'agriculture et les écosystèmes que de façon indirecte par leur influence sur l'évolution du climat. Ils constituent désormais un problème de développement majeur qui exige des mesures rapides et importantes à l'échelle mondiale.

www.unep.org/ccac/



JUAN SOMAVIA
Directeur général de l'Organisation internationale du Travail

Un travail décent

Le modèle économique mondial des dernières décennies n'est pas parvenu à améliorer l'existence d'un grand nombre de personnes et a eu des effets dévastateurs sur la santé de notre planète. La surexploitation constante des ressources naturelles menace l'environnement et entraînera une augmentation des coûts de production, une perturbation de l'activité commerciale, des pertes d'emplois et une baisse du niveau de vie. Ainsi, en Asie, plus d'1 million de travailleurs du secteur forestier ont déjà perdu leur emploi du fait de pratiques d'exploitation non durables.

La transition vers une économie plus respectueuse de l'environnement s'avère non seulement cruciale pour l'environnement mais se justifie également aux plans économique et social. Elle laisse entrevoir une amélioration des moyens d'existence, une plus forte intégration sociale ainsi que des emplois plus nombreux et meilleurs. Pour cela, il faut placer les citoyens et leurs moyens d'existence au cœur des politiques, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

À l'OIT, nous pensons que le Programme pour un travail décent constitue un dispositif stratégique permettant d'intégrer les diverses dimensions de cette évolution : macroéconomie, emploi, intégration sociale et environnement. Le concept d'entreprise durable est particulièrement

important ; il s'agit de faire coïncider la croissance des entreprises et la création d'emplois productifs et décents avec les objectifs du développement durable. C'est le cas des emplois verts, qui contribuent à réduire l'empreinte environnementale de l'économie et s'exercent dans des conditions de travail décentes, notamment dans des lieux de travail plus sains et plus sûrs.

Le passage à une économie respectant mieux l'environnement aura des incidences sur l'emploi et la répartition des revenus. Nous aidera-t-elle à surmonter les défis sociaux de ce siècle? Qu'advient-il des plus de 200 millions de personnes actuellement sans emploi, le plus grand nombre de chômeurs jamais enregistré? Y aura-t-il des opportunités pour les jeunes dans ce type d'économie, sachant qu'environ 400 millions d'emplois seront nécessaires au

cours de la prochaine décennie pour permettre à cette tranche de la population d'accéder au marché du travail? Quel sera le sort des plus de 940 millions de travailleurs pauvres – près de 1 travailleur sur 3 dans le monde? Ou des milliards d'individus constamment victimes d'exclusion sociale en termes d'accès à la sécurité sociale élémentaire, à l'énergie moderne, à un logement décent ou à une installation sanitaire convenable?

De même que pour tout changement structurel, l'évolution vers un modèle de croissance plus respectueux de l'environnement et plus durable entraînera à la fois des créations et des pertes d'emplois. L'argument alarmiste selon lequel la protection de l'environnement nuit à la croissance et à l'emploi ne se justifie pas : les mesures en faveur de l'environnement peuvent avoir un impact positif sur le



taux net d'emploi. Une analyse récente de 20 études couvrant 8 pays et l'Union européenne montre que ce type de politique entraîne une augmentation nette de l'emploi de 0,5 à 2 %. Il est clair que cela ne permettra pas de résoudre le problème de l'emploi, mais il s'agit là d'une contribution.

L'effet le plus sensible doit probablement être envisagé non en termes de créations ou de pertes d'emplois mais au plan de la transformation d'un nombre important d'emplois dans tous les secteurs de l'économie. Les opportunités issues de l'économie verte sont l'amélioration des emplois existants et des revenus. Cela est vrai pour l'agriculture, qui emploie encore 1 travailleur sur 3, mais concentre 70 % des pauvres du monde. Des études menées par le PNUE et l'OIT suggèrent que l'investissement dans la petite agriculture durable permettrait de tirer des millions de personnes de la pauvreté. De même, 10 à 20 millions de ramasseurs de déchets du secteur informel pourraient être intégrés dans les systèmes formels modernes de recyclage, ce qui permettrait d'améliorer leurs revenus et conditions de vie tout en s'avérant bénéfique pour l'environnement et l'économie. Les femmes jouent un rôle essentiel dans la gestion des ressources naturelles et forment la majorité des pauvres du monde. Le passage à une économie verte offre la possibilité de promouvoir l'égalité entre les sexes.

Ni les gains nets d'emplois ni la réduction accélérée de la pauvreté et l'intégration sociale ne se produiront sans efforts. Les préoccupations environnementales à elles seules ne nous conduiront pas vers une économie plus verte et plus juste. Pour être efficaces et durables, les politiques doivent inclure une composante forte en faveur de l'emploi et de l'intégration sociale.

Nous devons nous focaliser sur les politiques fiscales et les signaux liés aux prix, comme les écotaxes, qui pénalisent la consommation des ressources et la pollution. Il faudrait également récompenser l'emploi en axant la charge financière sur l'énergie et les ressources plutôt que sur le travail. Il convient d'identifier à un stade précoce les compétences et les programmes nécessaires pour pouvoir les actualiser et éviter ainsi les obstacles à la croissance verte dans de nombreux pays et secteurs.

« Les opportunités issues de l'économie verte sont l'amélioration des emplois existants et des revenus. Cela est vrai pour l'agriculture, qui emploie encore 1 travailleur sur 3, mais concentre 70 % des pauvres du monde. Des études menées par le PNUE et l'OIT suggèrent que l'investissement dans la petite agriculture durable permettrait de tirer des millions de personnes de la pauvreté ».

La construction d'une économie verte offre la possibilité de renforcer les capacités de sensibilisation et de développement des compétences qui améliorent la sûreté et la santé des travailleurs. Rendre les industries traditionnelles plus soucieuses de l'environnement peut aider à éviter de nombreux risques persistants liés à la sécurité et la santé au travail, mais la croissance dans les secteurs verts comme les énergies renouvelables, la gestion des déchets et le recyclage peut en engendrer de nouveaux. Avant de déployer de nouvelles technologies et d'appliquer de nouveaux procédés de production, il faut donc étudier attentivement les implications liées à ces outils.

Il sera essentiel de veiller à ce que les entreprises – en particulier les petites et moyennes entreprises qui comptent le plus d'employés et créent la plupart des nouveaux emplois – réussissent la transition. Elles ont besoin d'accéder à l'information, aux technologies, au crédit, aux compétences et aux marchés verts, ce qui est souvent difficile. En outre, des programmes ciblés devront être mis en place pour surmonter l'exclusion sociale. Faire accéder 1,3 milliard de personnes à une énergie moderne non polluante constitue un réel défi. Des politiques volontaristes peuvent améliorer considérablement la qualité de la vie, en particulier pour les femmes, mais l'accès à l'énergie aura des retombées extrêmement importantes, ouvrant un nouvel éventail d'emplois et de possibilités d'activités rémunératrices.

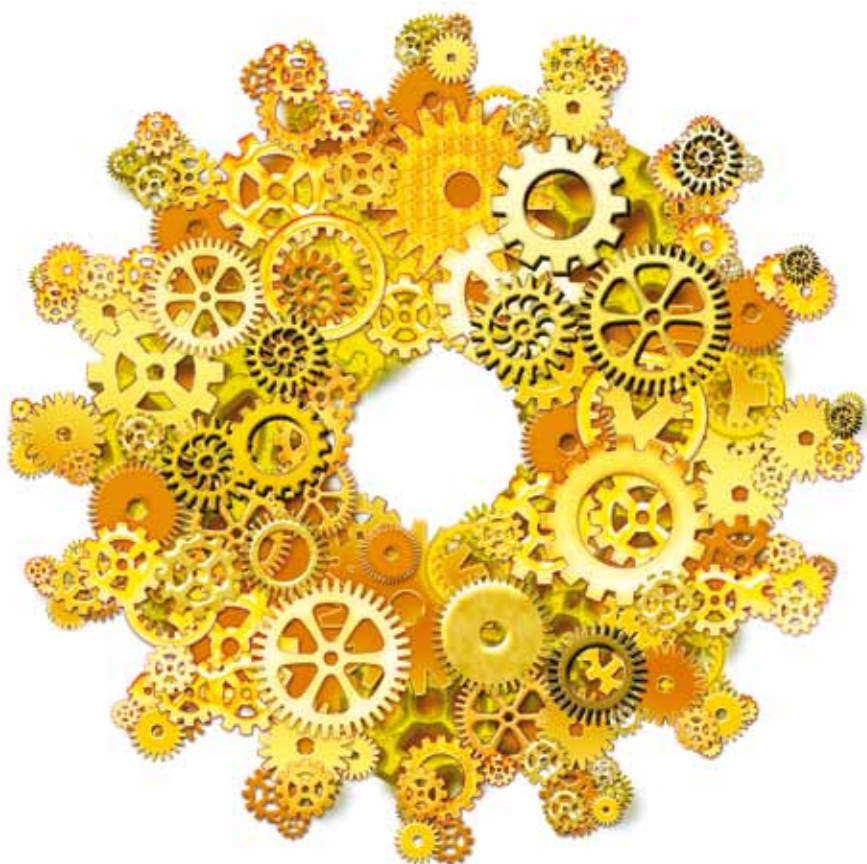
Il est impératif d'identifier dès que possible les industries, entreprises et travailleurs les plus susceptibles d'être affectés par le passage à une économie verte. Par exemple, l'adoption de modes de transport plus écologiques impliquera de privilégier le transport ferroviaire et les transports en commun, avec un impact énorme sur les employés de ces secteurs. Les gouvernements, les syndicats et les employeurs doivent élaborer ensemble des stratégies préventives et rendre la transition viable aux plans économique et social.

Enfin, les dispositifs de protection sociale minimale se sont avérés très efficaces pendant la crise économique mondiale. Ils ont contribué à renforcer les revenus des ménages et à concentrer la demande, permettant à de nombreux pays d'accroître leur marge de manœuvre. Ils s'avéreront aussi très utiles au cours de la transition vers une économie verte, notamment en protégeant les travailleurs licenciés pour motif économique. Des régimes d'aide au revenu pourraient être instaurés pour rétribuer les familles pauvres fournissant des services environnementaux, comme la protection des forêts ou de la vie marine, et leur offrir des compensations pour les augmentations des prix de l'énergie résultant des réformes des systèmes de subventionnement ou d'une tarification des émissions de carbone, dont elles auraient très cruellement subi le contrecoup. Bien que les ménages pauvres consomment beaucoup moins d'énergie, une part nettement plus importante de leurs dépenses se trouve directement liée à son coût.

Un bon nombre des changements qui se produiront dans la transition vers un avenir plus juste et plus durable sont prévisibles et gérables. Un engagement ferme en faveur du dialogue social donnerait aux gouvernements, aux partenaires sociaux et à l'ensemble des parties prenantes une occasion unique d'assurer une transition bénéfique pour tous, tant au plan économique qu'environnemental. On peut envisager des gains substantiels nets sur le plan de l'emploi, de l'intégration sociale et de la réduction de la pauvreté si les mesures économiques et environnementales s'accompagnent de politiques garantissant un travail décent. Rio+20 sera un moment crucial pour solidifier cet objectif, appuyé par la ferme détermination d'agir.



RITA MISHAAN
Coordonateur de Rio+20 pour l'Amérique centrale et le Guatemala (2010-2011)



Les discussions sur ce Cadre international ont permis d'aborder la question de la gouvernance aux niveaux international, régional et national. Les États membres ont soulevé plusieurs questions concernant la manière dont les cadres institutionnels peuvent appuyer et encourager le développement durable à l'échelon national et régional et sur les mesures à prendre pour renforcer ces structures. Ils ont également cherché à déterminer les interventions nécessaires pour renforcer les liens entre les trois piliers du développement durable – économique, social et environnemental – ainsi que les changements et ajustements requis pour consolider l'architecture institutionnelle mondiale.

Le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial sur le développement durable de 2002, tenu à Johannesburg dix ans après le premier Sommet de la Terre de Rio, affirmait ceci : « Un cadre institutionnel efficace pour le développement durable à tous les niveaux est la clef d'une pleine mise en œuvre d'Action 21, d'un suivi des résultats du Sommet mondial pour le développement durable ainsi que pour affronter les défis émergents du développement durable. Les mesures visant à renforcer un tel cadre devraient se fonder sur les dispositions d'Action 21 ainsi que sur le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 de 1997 et sur les principes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et devraient promouvoir la réalisation des objectifs de développement convenus à l'échelon international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, en tenant compte du Consensus de Monterrey, des résultats pertinents des autres grandes conférences des Nations Unies tenues depuis 1992 et des accords internationaux conclus depuis cette même date. Ces mesures devraient répondre aux besoins de tous les pays, en tenant compte des besoins particuliers des

Bonne gouvernance!

Rio+20 cherche à renouveler l'engagement politique en faveur du développement durable, à évaluer les progrès et les lacunes dans l'application des engagements convenus précédemment et à relever les nouveaux défis. À l'issue du processus préparatoire, deux questions majeures ont été identifiées pour les négociations actuelles : une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté; et le Cadre international du développement durable.

pays en développement, y compris pour ce qui est des moyens de mise en œuvre. Elles devraient conduire à renforcer les organisations et organes internationaux traitant du développement durable, tout en respectant leurs mandats existants, ainsi qu'à renforcer les institutions régionales, nationales et locales pertinentes ».

Que s'est-il passé depuis? Pourquoi n'avons-nous pas donné suite à tous les accords conclus? Le lancement d'un cadre idéal du développement durable aux niveaux mondial, régional et national inspirerait-il une crainte trop forte? Ou existe-t-il un accord politique conclu silencieusement entre les dirigeants des grandes puissances mondiales, dont les intérêts économiques et industriels dictent la marche à suivre? Seulement 20 % de la population mondiale exploite et consomme 80 % des ressources naturelles de la planète : comment progresser vers un rééquilibrage de la situation? Il va sans dire qu'au rythme actuel de la croissance démographique, il nous faudra, d'ici 2050, trois planètes et demi, voire quatre, pour nourrir l'humanité.

Existe-t-il une solution qui permettrait d'atteindre le « développement durable réel » souhaité? Sommes-nous disposés à former une force cohésive et unie capable d'assurer une gouvernance internationale? Et que faut-il envisager aux niveaux régional et national? Voilà quelques-unes des questions qui restent sans réponse. Mais c'est à nous - les États membres, régions et groupes de travail - de proposer des solutions.

Au cours du processus de consultation de l'Amérique centrale, il a été constaté que ces 20 dernières années, le système des Nations Unies n'a jamais confié à une agence de protection de l'environnement un mandat de haut niveau permettant la pleine mise en œuvre des principes d'Action 21 et n'a jamais eu la possibilité de coordonner l'action

des différentes institutions internationales ou d'engendrer une force politique cohésive pour aligner les trois piliers du développement durable dans la même direction.

Le principal enseignement à tirer est, à chaque fois, le manque de cohésion politique entre les institutions internationales, régionales et nationales « en charge » du développement durable. Il reste beaucoup à faire, c'est le moins que l'on puisse dire, pour concrétiser la volonté politique exprimée il y a 20 ans.

Pour pouvoir se rapprocher de l'objectif du développement durable, il faut établir une « bonne gouvernance », qui, pour sa part, s'avèrera essentielle pour la formulation de politiques économiques vigoureuses, l'instauration d'institutions démocratiques solides aptes à répondre aux besoins des populations et l'amélioration des infrastructures, éléments indispensables à une croissance économique soutenue, à l'éradication de la pauvreté et à la création d'emplois.

Suite à nos discussions nationales et régionales sur ce point, nous avons défini les défis prioritaires : changer le format des institutions existantes et améliorer la coordination entre celles-ci.

L'architecture de la Commission sur le développement durable devrait être modifiée de façon à lui donner plus de poids au plus haut niveau, en la transformant en « Conseil du développement durable ». Cela lui permettrait de traiter de ce sujet au

sein du système des Nations Unies et de servir de cadre de discussion pour toutes les questions concernant l'intégration des trois dimensions du développement durable. .

« Il convient d'élever le niveau du renforcement du PNUE en tant que programme, en lui donnant le pouvoir de mobiliser davantage de ressources financières et de mettre en œuvre des projets aux niveaux national et régional ».

S'agissant d'améliorer la coordination entre les institutions existantes, il importe de mettre en avant les étapes parcourues lors des délibérations du Groupe intergouvernemental du PNUE sur la gestion internationale de l'environnement, qui a appuyé le concept de regroupement programmatique des accords multilatéraux sur l'environnement.

Il convient d'élever le niveau du renforcement du PNUE en tant que programme, en lui

donnant le pouvoir de mobiliser davantage de ressources financières et de mettre en œuvre des projets aux niveaux national et régional. Cette nouvelle architecture du PNUE devrait, de son côté, renforcer ses bureaux régionaux et inclure une présence nationale pour accompagner la mise en œuvre et le suivi des actions sur le terrain.

En fin de compte, la création et le renforcement d'un nouveau cadre d'institutions internationales pour le développement durable dépendra, comme toujours, de la détermination des décideurs à changer le cours des choses. Ce qui est certain, c'est que, 20 ans après le Sommet de la Terre de Rio et 40 ans après la première conférence politique internationale majeure spécifiquement consacrée à l'environnement (tenue à Stockholm), nous n'avons plus 20 ou 40 années devant nous pour décider de l'avenir de notre planète ou de la survie des générations futures.



**PRIX SEED
2011**

Sous la loupe

Les lauréats des prix SEED

Promouvoir l'Économie verte au niveau des populations locales à Rio+20

L'initiative SEED est un partenariat mondial d'action sur le développement durable et l'économie verte.

Fondée par le PNUE, le PNUD et l'UICN, l'initiative SEED soutient les entreprises novatrices à petite échelle et exploitées localement dans le monde entier, dans la mesure où elles intègrent des avantages sociaux et environnementaux à leur modèle.

Les lauréats des Prix SEED 2011 ont été récemment annoncés lors d'une cérémonie tenue à Nairobi (Kenya). Comme l'explique Achim Steiner, Sous-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et Directeur exécutif du PNUE, « les lauréats des prix SEED font briller un modèle d'entreprise, non seulement par son succès mais aussi par ses résultats qui répondent aux impératifs environnementaux et sociaux des communautés et des pays à travers le monde. Ils soulignent qu'une transition vers une économie verte n'est pas qu'une perspective future. C'est une réalité qui façonne le présent et qui définira les années à venir si elle est accélérée et étendue. Rio+20 nous offrira cette occasion en juin prochain. »

Les lauréats représentent 35 jeunes entreprises novatrices situées dans les pays suivants : Burkina Faso, Cameroun, Égypte, Ghana, Kenya, Madagascar, Népal, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Afrique du Sud, Sri Lanka, République-Unie de Tanzanie, Gambie, Ouganda, Zimbabwe.

The 2011 SEED Gender Equality Award Winner



Népal

Le « Programme de mobilisation communautaire pour la gestion des déchets solides » est une initiative visant à récupérer et à recycler les déchets de plus de 1 000 foyers et entreprises. Elle est menée par un comité de femmes pour l'environnement et est soutenue par la municipalité locale. Le recyclage a permis une réduction des déchets mis en décharge et les déchets organiques alimentent les installations de biogaz. Une coopérative d'épargne et de crédit a également été créée en vue d'octroyer des prêts aux 150 femmes membres.

Les lauréats des prix SEED 2011 (par pays)



Burkina Faso

- Le « four à pain solaire » est un grand four hybride, fonctionnant à l'énergie solaire et au gaz, utilisable pour braiser et cuire. Les coopératives locales de femmes distribueront ce four grâce à un réseau de franchise.
- Le « Centre de recyclage des sacs plastiques usagés », tenu par un groupe écologiste de femmes, a développé une technique pour fabriquer des accessoires de mode, des objets de décoration et des vêtements à partir de sacs plastiques usagés.
- Dans le cadre de l'initiative « Voûte Nubienne – Construire des toits en terre au Sahel », l'association de la voûte nubienne forme des entrepreneurs pour construire des toits durables en terre non cuite grâce à des techniques ancestrales.



Cameroun

L'initiative « TAYAB ECO-ORCHARDS » vise à atténuer les effets de la rareté des terres qui accentuent la déforestation.

Égypte

L'initiative « Karam » est un partenariat mené par une entreprise locale afin de promouvoir les produits traditionnels égyptiens, faits à la main à partir de ressources naturelles ou recyclées.



The Gambie

L'entreprise GreenTech propose des briquettes faites de cosses d'arachide et des poêles économes en combustibles.



Ghana

- L'entreprise Waste Enterprises a développé des moyens novateurs de réutiliser les déchets humains afin d'améliorer les services d'assainissement pour les populations pauvres et de restructurer l'économie de l'assainissement dans les pays en développement.
- L'initiative « Recycle Not A Waste – RECNOWA » forme et emploie les jeunes de la rue, issus de communautés défavorisées, pour ramasser les déchets plastiques et d'autres matériaux et les transformer en produits de créateurs fabriqués à la main.
- L'entreprise Man and Man et ses partenaires commerciaux créent de l'emploi en fabriquant des poêles à biomasse à partir de ferraille.
- L'initiative « Remplacer le bois par le bambou : de nouveaux revenus pour les communautés rurales au Ghana » agit sur l'ensemble de la chaîne des valeurs du bambou, de la reforestation à la production et à la vente de substituts de produits en bois et crée ainsi d'autres sources de revenus pour les communautés rurales.
- Le Centre de conversion des résidus agricoles en transports ruraux et en produits renouvelables vise à établir un service de partage d'infrastructures novateur pour les fermiers ruraux, offrant des vélos-cargos pour ramasser les récoltes et les résidus agricoles, qui seront convertis en sources d'énergie renouvelable.



Madagascar

L'association SEPALI – Association communautaire des producteurs de soie offre une assistance technique et financière aux éleveurs de vers à soie, élevés sur des arbres indigènes et pouvant être intégrés aux produits agricoles existants.



Kenya

- L'initiative « Renforcer l'autonomisation économique et sociale des femmes au niveau local dans le comté de Kitui grâce à la culture durable de l'aloë » génère des revenus dans les zones rurales et facilite la réhabilitation des friches en produisant des produits pour la peau à base d'aloë.
- Le Centre d'innovation de Kisumu est une entreprise sociale visant à commercialiser des produits artisanaux recyclés, en coopération avec un groupe d'entraide local pour les femmes et les orphelins et un partenaire commercial national.
- L'initiative « Intrants agricoles biologiques et produits agricoles » propose aux agriculteurs des intrants et des engrais biologiques certifiés et organise des ventes.
- Le Centre communautaire de Watamu de gestion des déchets solides et des entreprises de recyclage crée une chaîne de recyclage du plastique. Cette initiative a permis de nettoyer les plages et d'offrir de nouvelles perspectives d'emploi aux femmes et aux jeunes.
- L'initiative « Utilisez l'énergie solaire, sauvez des vies » forme des jeunes à la fabrication de lanternes à énergie solaire distribuées aux foyers ruraux pauvres.

Nigéria

L'initiative entrepreneuriale Sawdust des communautés Oko-baba de Lagos encourage le recyclage des déchets de sciure de bois, transformés en briquettes utilisées comme combustible de remplacement propre et peu onéreux pour les poêles.



- L'initiative « Améliorer les entreprises sylvicoles des communautés côtières du Kenya » encourage les organismes communautaires et les petits agriculteurs à développer des activités en lien avec les mangroves, telles que l'aquaculture, l'apiculture et l'écotourisme.
- L'initiative « Promouvoir le métier et l'application technologique du bambou pour conserver les forêts des collines de Taita » favorise les plantations de bambou et la commercialisation du bambou et des autres produits forestiers non ligneux et soulage la pression de l'abattage des forêts.

Rwanda

Le Projet pour la production de spores de champignons comestibles est un pionnier de la production locale de spores de champignons primaires grâce à un laboratoire géré par une coopérative de femmes et de veuves porteuses du VIH.



Sénégal



- « Vous nourrir, prendre soin de vous et vous embellir grâce aux mêmes plantes » est une coopérative de femmes. Un laboratoire phyto-pharmaceutique génère une chaîne d'approvisionnement d'ingrédients naturels selon les principes du commerce équitable.
- L'entreprise familiale Réutiliser les déchets du charbon comme biocharbon produit du biocharbon à partir des déchets du charbon de bois et de l'argile.

Afrique du Sud

- L'initiative Thrive [Prosperer] œuvre dans les secteurs des déchets, de l'alimentation locale, de l'eau, de l'énergie et de la biodiversité pour créer des bénéfices environnementaux tangibles, tout en renforçant les capacités, créant des emplois et générant des revenus pour les communautés locales.
- « Communautés Everpix-ACT-SA : les produits forestiers naturels et la gestion des ressources communautaires » vise à augmenter les revenus ruraux et stimuler la plantation d'arbres à travers la fabrication et la commercialisation de produits issus d'arbres indigènes cultivés par les communautés locales, tels que l'huile de noix de marula.



- « Why Honey » est une jeune entreprise, souhaitant augmenter la trop faible population d'abeilles locale et mettre en place une chaîne d'approvisionnement basée sur le commerce équitable pour les produits du miel et l'apiculture en formant les apicultrices à devenir des micro-entrepreneurs.
- « Développer une entreprise et une association Khomani San basées sur la culture et la nature » est une entreprise d'éco-tourisme employant les membres de la communauté autochtone locale.
- La Coopérative agricole Imai est une coopérative de femmes, qui augmente et stabilise les revenus agricoles et la réduction des déchets en transformant les excédents de légumes frais en conserves.

Sri Lanka



L'initiative « Les produits communautaires, durables et commercialement viables de l'aloë vera comme revenus alternatifs pour les pêcheuses de corail de la zone de gestion de la barrière de corail de Kalpitiya » offre un autre moyen de subsistance aux pêcheuses qui utilisent les terres non fertiles des zones côtières pour produire des boissons et approvisionner l'industrie cosmétique.

Tanzanie

- « Élever des papillons en faveur d'un tourisme et d'une conservation de l'environnement favorable aux populations pauvres » : Après la réussite du projet à Zanzibar, ce partenariat met en place un parc de papillons comme attraction touristique et génère parallèlement des revenus pour les agriculteurs locaux à travers l'élevage de papillons.
- « Le recyclage des déchets plastiques comme alternative à la combustion et à la mise en décharge » collecte les déchets en plastique qui peuvent être vendus aux installations de recyclage de l'initiative. Elles produiront à leur tour des granules de plastique à usage industriel.
- « Améliorer l'accès des agricultrices aux marchés rentables en développant une gamme d'outils à valeur ajoutée post-récolte de séchage solaire des fruits, en gérant et en utilisant les cultures horticoles pour approvisionner le marché local et régional en Afrique de l'Est » s'attaque au manque cruel de moyens de préservation des aliments et de stockage grâce à une technologie novatrice de séchage solaire.



Ouganda

« Solar Sister – les femmes africaines à l'origine de la révolution énergétique verte » dirige un réseau de vente directe, composé de femmes entrepreneurs vendant des lanternes solaires aux foyers ruraux..



Zimbabwe

L'initiative « Le développement durable en transformant les produits naturels » soutient les femmes entrepreneurs pour récolter, transformer et vendre les produits issus du marula.



Vous trouverez plus de détails sur les lauréats des prix SEED en consultant le site de SEED sur www.seedinit.org

Sur cette page, vous trouverez des liens vers des sites Internet du PNUE ou des sites externes. La revue Notre Planète ne souscrit pas nécessairement aux points de vue exprimés et ne donne aucune garantie quant à l'exactitude des informations fournies sur ces sites. Nous espérons toutefois que vous y trouverez un large éventail d'opinions et de points de vue.

Rio+20

www.uncsd2012.org/rio20/

Le site officiel de la Conférence des Nations Unies pour le développement durable, qui se tiendra à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012. Vous trouverez des informations pour les délégués, les médias, les acteurs et les militants.

www.unep.org/rio20

Le site Rio+20 du PNUE offre un large éventail de ressources en lien avec la conférence, notamment des réunions d'information et des notes d'orientation ainsi qu'une série d'articles rédigés par des politiques, des chefs d'entreprise, des scientifiques, la société civile, exprimant leurs points de vue uniques sur la conférence.

www.rio20.gov.br/

Le site officiel du gouvernement brésilien qui contient des informations utiles pour les délégués et les participants. En anglais, en portugais et en espagnol.

Congrès mondial sur la justice, la gouvernance et le droit pour la durabilité environnementale

www.unep.org/delc/worldcongress

Cette réunion de haut niveau, qui se tient juste avant Rio+20 (17-20 juin), rassemblera les législateurs et les hauts magistrats du monde entier pour contribuer à Rio+20 en présentant les conclusions de leurs travaux lors de la conférence.

Forum des parties prenantes

www.earthsummit2012.org

Le Forum des parties prenantes rassemblera de nombreux décideurs, autorités locales, groupes de réflexion, ONG, écoles et diverses organisations communautaires pour exprimer leurs points de vue lors de la conférence.

The Future We Want [L'Avenir que nous souhaitons]

www.un.org/en/sustainablefuture/

Une occasion de participer au débat sur Rio +20 et de donner votre point de vue personnel. Les contributions seront compilées et serviront à monter une exposition multimédia à Rio, sur Internet et ensuite dans le monde entier. Twitter : #futurewewant

Dialogues sur Rio+20

www.riodialogues.org

Une plateforme multimédia pour assurer une participation importante, démocratique et variée aux Dialogues sur le développement durable (Rio, 16-19 juin), rassemblant des experts et des acteurs de la société civile, dont le secteur privé, les ONG, la communauté scientifique parmi les principaux groupes.

Facebook

www.facebook.com/UNRioplus20

Un réseau social pour discuter et échanger des idées et des informations.

Journée mondiale de l'environnement 2012

<http://www.unep.org/wed/>

Vous vous demandez comment célébrer la journée mondiale de l'environnement cette année? Voici des dizaines d'idées faciles pour vous aider à vous adapter à un mode de vie plus respectueux de l'environnement. Inscrivez-vous pour être informé des événements de cette journée. Après le 5 juin, le site donnera un aperçu complet des activités tenues dans le monde entier.

Coalition pour le climat et la qualité de l'air

<http://www.unep.org/ccac>

Comme indiqué à la page 18, de nombreux pays membres du PNUE se sont rassemblés pour initier le premier effort contre les polluants à brève durée de vie dans l'atmosphère, tels que le carbone noir, le méthane ou les hydrofluorocarbones.

Rapport de prospective du PNUE

<http://www.unep.org/publications/ebooks/ForesightReport>

Un projet unique mené par le PNUE pour identifier et analyser les 21 questions environnementales émergentes du XXI^e siècle.

Annuaire du PNUE 2012

<http://www.unep.org/yearbook/2012>

En détaillant des questions scientifiques majeures, l'Annuaire du PNUE offre une analyse approfondie des tendances environnementales actuelles.

Rapport annuel 2011

<http://www.unep.org/annualreport/2011>

Une vision fascinante et intéressante des progrès du PNUE en 2011 avec des aperçus des travaux cruciaux de l'organisation dans le monde.

GEO

www.unep.org/geo

La cinquième édition du rapport phare du PNUE L'Avenir de l'environnement mondial, informe les décideurs sur l'état de l'environnement mondial et comprend une série d'études de cas détaillées sur la façon dont il est possible d'inverser la dégradation de l'environnement et de remettre ce dernier en état.

Économie verte

www.unep.org/greeneconomy

L'économie verte réunit tous les citoyens sous la bannière du développement durable afin de protéger et de gérer les ressources mondiales. Vous en apprendrez plus grâce à des outils et à des références essentiels sur les sujets traités.

Expo 2012

www.un-expo2012.org

Cette année, cette exposition internationale majeure se tient à Yesou (Corée du Sud) et a pour thème « Océans et Côtes : connecter nos vies, assurer notre futur. C'est votre choix. ». Le site vous donnera plus d'informations sur le Pavillon des Nations Unies et sur son engagement.

Groupe des Nations Unies pour la gestion de l'environnement

www.unemg.org

Ce site rassemble tous les organismes des Nations Unies coopérant sur les questions environnementales, en mettant l'accent sur les terres, la biodiversité, l'économie verte, la durabilité et la gouvernance environnementale.



Entretien de
Richard Crompton avec
JOSEPH ALCAMO
Responsable scientifique
au PNUE



Réduire l'écart

Joseph Alcamo a une mission. Le responsable scientifique du PNUE joue un double rôle. Il lui faut suivre le flot constant et croissant de données scientifiques sur notre environnement et s'assurer que l'organisation les communique au monde extérieur. Parallèlement, il s'efforce de tenir la communauté scientifique informée des besoins et des demandes des décideurs.

C'est un défi de taille. Pas étonnant que pour lui, l'écart entre la science et la politique soit l'une des questions les plus urgentes à aborder à Rio+20.

Pour Alcamo, « il est urgent de renforcer la participation de la science et de la politique ». Il cite le cinquième rapport de la série l'Avenir de l'environnement mondial (GEO-5) du PNUE, en cours de rédaction finale au moment de l'entretien, en vue de son lancement à Rio+20. Cet ouvrage important vise à consolider la compréhension actuelle de l'état de l'environnement mondial avec des pistes pratiques et concrètes pour assurer une meilleure protection.

« Avec GEO-5, nous avons pris conscience que la communauté internationale avait défini différents objectifs pour l'environnement mondial sans vraiment réussir à les atteindre » explique Alcamo. Sur les 90 objectifs définis à ou depuis Rio [Sommet de la Terre de 1992], des progrès ont été réalisés pour 40 d'entre eux seulement, et sur ceux là, des progrès significatifs ont été trouvés pour 4 objectifs



seulement. La communauté internationale n'a donc pas respecté ses propres objectifs.

« La raison principale? Les raisons sont nombreuses, mais une cause probable est que la science n'a pas fourni aux politiques les informations nécessaires ».

Cet « écart » prend plusieurs formes. Alcamo en souligne quelques-unes : « un manque de communication entre les communautés; l'inaccessibilité aux résultats scientifiques, notamment dans les pays en développement. Et il n'y a pas assez de forums, où les scientifiques peuvent se rassembler avec les décideurs ».

Alors comment réduire cet écart? En travaillant avec les collègues du PNUE et en consultant à la fois les communautés scientifique et politique, Alcamo a identifié trois grands domaines qui pourraient être facilement améliorés et produire des résultats spectaculaires.

Tout d'abord, il appelle à réduire la distance entre science et politique. « La communauté scientifique doit obtenir un temps de réaction plus rapide pour évaluer les besoins des décideurs. Par exemple, les Rapports de synthèse sur le climat. Quand nous disposons des données, cela permet aux décideurs d'aborder des questions majeures lors des négociations, telles que l'écart en matière d'émissions : le point à atteindre en 2020 pour réaliser nos objectifs [une hausse mondiale de moins de 2 degrés Celsius] par rapport au point où nous nous situons selon les engagements des pays ».

« Ensuite, la recherche sur le changement climatique mondial est menée par de grandes organisations au sein desquelles la science et la politique se chevauchent sans se rencontrer. Nous envisageons une grande idée, celle de changer l'architecture de recherche sur le changement climatique. Dans

cette optique, le PNUE travaille en partenariat avec le CIUS [Conseil international pour la science], l'UNESCO [Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture] et bien d'autres dans le cadre de l'initiative « Future Earth » [L'Avenir de la Terre]. Avec « Future Earth », nous essayons de rapprocher les scientifiques travaillant sur les questions de durabilité et les utilisateurs et les acteurs de ce domaine. Et puis, un troisième domaine d'action est d'encourager les scientifiques à écouter plus attentivement les décideurs afin de définir l'ordre du jour et des priorités de recherche plus fortement influencées par les besoins urgents de la société en termes d'information ».

Avec un bureau situé au siège du PNUE à Nairobi (Kenya), Joseph Alcamo est parfaitement conscient que les communautés qui souffrent le plus du manque d'information sont celles des pays en développement.

« C'est triste de constater que les régions du monde les plus vulnérables ont les communautés scientifiques les moins avancées, dit-il. Nous devons renforcer la communauté scientifique des pays en développement, et ce rapidement. Lorsque des études sont menées sur la sécheresse en Afrique, par exemple, l'expertise est souvent puisée hors du continent. L'Afrique abrite 15 % de la population mondiale, mais seulement 1,5 % des scientifiques mondiaux. Nous perdons le point de vue unique de l'Afrique sur les solutions – le savoir indigène ».

Alors, quelle est la solution? Joseph Alcamo et le PNUE ont présenté un large éventail d'idées dans la perspective de Rio+20. Parmi elles, l'idée de définir des objectifs nationaux volontaires pour intégrer des études sur la durabilité dans les structures de la communauté scientifique et dans les systèmes éducatifs - du secondaire à l'université. Le PNUE est également désireux de favoriser la création de centres régionaux d'excellence en la matière. La formation de directeurs

de recherche donne des résultats impressionnants et aura donc un rôle à jouer.

La réponse des communautés scientifique et éducative a été jusqu'ici enthousiaste. Mais Joseph Alcamo insiste sur le fait que les décideurs doivent vraiment s'engager.

« Sans l'engagement politique, nous n'aurons pas les investissements nécessaires aux fonds scientifiques en lien avec la durabilité, dit-il. Pour les gouvernements, c'est un bon investissement

sur le long terme. La durabilité rime avec sécurité alimentaire, énergie fiable et sécurité des collectivités ».

Ainsi, en juin à Rio+20, Alcamo et ses collègues du PNUE viseront à donner une impulsion majeure au partenariat entre la science et la société pour la durabilité. « Pour réduire l'écart entre la science et la politique, il faut bien plus que de bonnes intentions, affirme Alcamo. Nous devons faire un meilleur usage de la science et les scientifiques ont besoin d'en savoir plus sur les besoins politiques. Alors seulement, nous pourrions réduire l'écart – une bonne fois pour toutes ».

« Nous devons renforcer la communauté scientifique des pays en développement, et ce rapidement. Lorsque des études sont menées sur la sécheresse en Afrique, par exemple, l'expertise est souvent puisée hors du continent. L'Afrique abrite 15 % de la population mondiale, mais seulement 1,5 % des scientifiques mondiaux. Nous perdons le point de vue unique de l'Afrique sur les solutions – le savoir indigène ».

régionaux importants. Pourtant, malgré la multitude d'instruments juridiques et de bonnes intentions, les progrès réels accomplis dans la résolution des problèmes d'environnement ont été relativement limités.

Le cinquième rapport d'évaluation de la série « Avenir de l'environnement mondial » (GEO-5), publié le 6 juin, mesure les progrès ou l'absence de progrès vers la réalisation des objectifs environnementaux convenus au plan international. Ce bilan, qui fournit à la communauté internationale des informations actuelles sur l'état et les tendances de l'environnement mondial, prend pour point de départ 90 buts et objectifs environnementaux présentant un intérêt particulier pour les décideurs. Ces objectifs ont été négociés et établis par la communauté internationale pour atteindre, comme objectif global, un développement qui réponde aux besoins de la génération actuelle sans compromettre ceux des générations à venir. Parmi ceux-ci figurent des cibles et des indicateurs destinés à mesurer les progrès.

L'analyse secteur par secteur a permis de mettre en évidence les points suivants :

Atmosphère.

D'importants progrès ont été réalisés vers l'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ainsi qu'en ce qui concerne l'abandon progressif de l'essence au plomb mais on a peu avancé, voire pas du tout, dans la résolution de problèmes graves comme la pollution de l'air à l'intérieur des bâtiments et les changements climatiques.

Biodiversité.

Certains progrès ont été enregistrés au plan des réponses stratégiques, comme l'accroissement de la superficie des aires protégées, mais

rien n'a été fait ou très peu pour venir à bout de problèmes comme le risque d'extinction d'espèces ou la dégradation constante des zones humides et des récifs coralliens.

Eau.

Des avancées notables ont été accomplies pour ce qui est de l'accroissement du nombre de personnes ayant accès à l'eau potable et, dans une moindre mesure, au plan de l'accès aux services d'assainissement et de l'exploitation efficace de l'eau. On a toutefois peu ou pas progressé dans le règlement de certains problèmes comme la pollution marine. En outre, la probabilité d'une exploitation non viable de l'eau douce, en particulier en raison de l'épuisement des eaux souterraines, suscite des préoccupations croissantes dans de nombreuses régions.

Terres.

Certains progrès ont été faits dans l'amélioration de l'accès à l'alimentation mais des résultats modestes ont été enregistrés dans la lutte contre la désertification et les sécheresses.

Substances chimiques.

Certains progrès ont été accomplis dans le domaine des métaux lourds, des polluants organiques persistants et des déchets radioactifs.

L'évaluation GEO-5 aboutit à la conclusion que l'insuffisance des progrès accomplis s'explique en partie par le manque d'objectifs et de données précis et mesurables. Rares sont les objectifs environnementaux internationaux qui visent des cibles précises. Parmi ceux qui font exception figurent : l'objectif du Millénaire pour le développement n° 7, qui cherche à réduire de moitié le pourcentage de la population qui

n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base; l'Objectif d'Aichi pour la diversité n° 11, qui vise à conserver, d'ici à 2020, au moins 17 % des eaux terrestres et continentales et 10 % des zones côtières et marines; l'élimination complète de certaines substances chimiques comme celles qui appauvrissent la couche d'ozone dans le cadre du Protocole de Montréal; l'abandon progressif de l'essence au plomb; et l'élimination des polluants organiques persistants (POP) visés à l'Annexe I de la Convention de Stockholm. Il convient de noter que les rares progrès notables accomplis portent sur des domaines pour lesquels des objectifs mesurables ont été fixés : l'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone; l'abandon progressif de l'essence au plomb; et, dans une certaine mesure, l'amélioration de l'accès à l'eau potable.

L'insuffisance d'objectifs précis et mesurables est particulièrement frappante dans des domaines comme les substances chimiques et la gestion des déchets; les habitats critiques comme les zones humides et les récifs coralliens; et la pollution des eaux douces, des mers et de l'air. GEO-5 estime en outre qu'il faudrait disposer de données plus complètes et plus fiables sur des questions comme la pollution des eaux douces, l'épuisement des eaux souterraines, la dégradation des terres, les substances chimiques et les déchets. Par ailleurs, un grand nombre des pays disposant de données appliquent leurs propres directives nationales plutôt que les normes internationales; d'où la difficulté de dégager des tendances mondiales ou d'établir des comparaisons entre les différents pays.

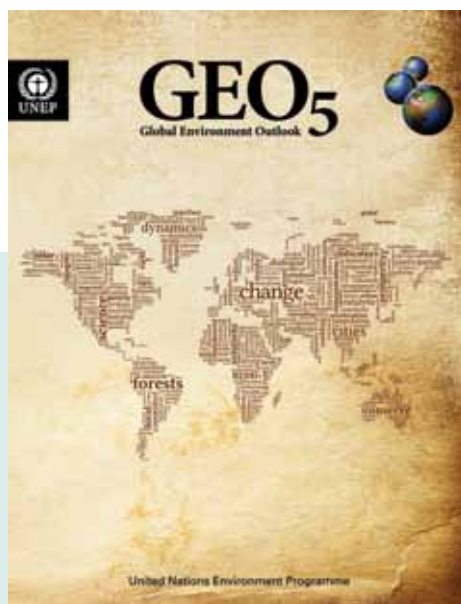
Les progrès réalisés vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) montrent que l'adoption de cibles

spécifiques et mesurables peut susciter des efforts considérables en matière de collecte et de coordination des données sur les questions couvertes, comme le confirme le rapport 2011 sur les OMD :

« À présent, suite à tous ces efforts, les séries internationales servant à évaluer les tendances comprennent des données plus nombreuses pour tous les OMD. En 2010, 119 pays disposaient de données pour au moins deux points dans le temps pour 16 à 22 indicateurs, alors qu'en 2003 quatre pays seulement avaient une telle couverture. Cela s'explique par des capacités nationales accrues permettant de lancer de nouvelles initiatives pour la collecte de données et d'augmenter la fréquence de ces collectes. »

En résumé, en dépit de la multitude des objectifs fixés en matière d'environnement au niveau mondial, la communauté internationale a enregistré des progrès irréguliers en ce qui concerne l'amélioration de l'état de l'environnement. De fait, on a peu progressé, voire régressé, dans le règlement de la moitié environ des problèmes d'environnement analysés dans GEO-5.

GEO-5 démontre, entre autres, le grand intérêt que présente l'établissement d'objectifs spécifiques mesurables concernant un large éventail de défis environnementaux. Si une attention prioritaire doit être accordée aux domaines dans lesquels la communauté internationale a obtenu les résultats les plus médiocres jusqu'à présent, il faudrait traiter en premier lieu les questions suivantes : changements climatiques; pollution de l'air à l'intérieur des bâtiments; risque d'extinction d'espèces; étendue et état des habitats naturels, en particulier des récifs coralliens et des zones humides; espèces exotiques envahissantes; perte des savoirs traditionnels; accès à l'alimentation; désertification et sécheresses; approvisionnement en eau douce; stocks de poissons; pollution marine; et phénomènes extrêmes.



Le processus GEO

Le processus d'évaluation GEO, mené tous les cinq ans, fait appel à des centaines d'experts et d'institutions scientifiques ou spécialistes des politiques provenant du monde entier. Il se conclut par la publication de l' « Avenir de l'environnement mondial », l'un des rapports phares du PNUE. À ce jour, quatre éditions sont parues, la cinquième de la série ayant été publiée le 6 juin. Ces rapports d'évaluation analysent de façon exhaustive l'état, les tendances et les perspectives de l'environnement mondial ainsi que les mesures envisageables.

En préparation à la Conférence de Rio+20 sur le développement durable, GEO-5 donne des informations récentes sur l'état et les tendances de l'environnement mondial, notamment sous l'angle d'un Système terrestre; examine les facteurs des changements environnementaux; analyse les politiques prometteuses dans les régions et propose des options stratégiques susceptibles d'aider les pays à accélérer la réalisation de ces mesures.

Pour accéder aux produits GEO et obtenir plus d'informations sur le processus GEO, consultez www.unep.org/geo

Ressources supplémentaires :

Le rapport « Keeping Track of our Changing Environment » (Suivre notre environnement en mutation) (http://www.unep.org/geo/GEO5_Products.asp) et GEO-5 : Résumé à l'intention des décideurs (http://www.unep.org/geo/GEO5_SPM.asp)

Le rapport

« Measuring progress towards meeting goals » (Évaluation des progrès vers les objectifs fixés) et la version intégrale du cinquième rapport d'évaluation de la série « Avenir de l'environnement mondial » seront disponibles sur le site www.unep.org/geo

innovation



Peindre en blanc pour une vie en vert?

Selon un rapport publié dans le journal canadien *Environmental Research Letters*, le fait simplement de peindre plus de bâtiments, de toits et de sols en blanc pourrait nous permettre d'économiser une quantité de CO₂ égale à celle émise par les voitures dans le monde en 50 ans.

Ce résultat serait possible, car les surfaces blanches réfléchissent la chaleur dans l'atmosphère au lieu de l'absorber. Par conséquent, les zones urbaines seraient plus fraîches, et il y aurait beaucoup à gagner d'une réduction de l'utilisation de l'air conditionné.

D'autres chercheurs suggèrent que rendre les cultures plus claires et plus réfléchissantes pourrait accélérer le processus. Mais des rapports contradictoires indiquent qu'une température plus fraîche au sol pourrait réduire la couverture nuageuse. Des tests doivent être menés.

S'élever au - dessus des vagues

Les éoliennes jouent un rôle vital dans la lutte contre le changement climatique. Pourtant, au niveau local, elles sont souvent très impopulaires. La raison en est qu'il faut les installer dans des zones très venteuses, telles que les littoraux ou sur les hauteurs, et elles peuvent trancher avec la beauté du paysage.

La Norvège teste actuellement des éoliennes au large de ses côtes. Contrairement aux autres éoliennes marines qui doivent être attachées au fond marin et qui se limitent donc aux eaux peu profondes, les éoliennes flottantes peuvent opérer au large, là où les vents sont plus forts.

Un autre avantage est que les réparations peuvent être effectuées dans des ports, car elles peuvent être détachées et remorquées, évitant ainsi une maintenance coûteuse et potentiellement dangereuse en mer.



Un robot respectueux de l'environnement (photo - robot)

Un robot qui se décompose en toute sécurité dans l'environnement est en train d'être créé par les ingénieurs de l'Université de Bristol au Royaume-Uni. Les robots classiques se composent principalement de matériaux élastiques rigides, dont bon nombre sont toxiques, non biodégradables et ont un impact négatif sur l'environnement naturel.

Il faut donc continuellement surveiller tout robot utilisé dans l'environnement et, une fois qu'il n'est plus utilisable, il faut le récupérer, le démonter et le gérer en toute sécurité.

L'objectif est de créer des organismes artificiels robotiques souples autonomes, susceptibles de présenter une caractéristique primordiale des organismes biologiques : une décomposition discrète après la mort.

« Une fois qu'un robot biodégradable arrive au terme de sa mission, par exemple, après avoir nettoyé l'environnement suite à une fuite de pétrole, il se décomposera en matière inoffensive », explique Jonathan Rossiter, chef de projet.

Quand les rides sont une bonne chose (photo : panneau solaire)

Des chercheurs de l'Université de Princeton (États-Unis) sont peut-être sur le point de réaliser une avancée décisive pour découpler la puissance des cellules solaires souples et à faible coût.

Les panneaux solaires actuels se composent généralement de silicium, qui est à la fois plus fragile et plus cher que le plastique. Jusqu'à présent, les panneaux en plastique ne se prêtaient pas à une utilisation généralisée à cause de leur trop faible production énergétique. Mais l'équipe a découvert que des plis microscopiques à la surface du matériau photovoltaïque plastique pouvaient augmenter la production de 47 %.

Les petites rides canalisent la lumière et augmentent l'exposition à la lumière. Cette découverte pourrait mener à tout un ensemble de nouvelles applications avec des panneaux solaires à faible coût, résistants et souples, telles que potentiellement les rideaux ou les sacs à dos.



LEILA LOPES

Vous n'attendez pas de Miss Univers qu'elle se préoccupe de questions terre-à-terre, mais Leila Lopes, l'actuelle tenante du titre, s'avère une exception, à plus d'un égard. Elle a embrassé la cause de la lutte contre la dégradation des terres et la désertification et participe au Sommet Rio+20, pour aider à tenter de convaincre les gouvernements de faire de cette question, une priorité.

Cette question mérite en effet beaucoup plus d'attention qu'elle n'en reçoit. Elle était au centre de la troisième des trois grandes conventions adoptées au premier Sommet « Planète Terre » il y a deux décennies, mais n'a pas reçu, loin s'en faut, la même attention que les autres, portant sur la biodiversité et le changement climatique. Cependant, la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification a trait à l'un des plus grands défis environnementaux.

Selon le Secrétariat de la Convention, quinze à vingt-cinq centimètres à peine de terre arable constituent normalement « tout ce qui nous sépare de l'extinction ». Pourtant, chaque année, un volume ahurissant de 75 milliards de tonnes de cette terre est perdu pour toujours. En d'autres termes, 12 millions d'hectares de terres productives, sur lesquelles pourraient pousser 20 milliards de tonnes de céréales, disparaissent chaque année, alors que la population et la consommation augmentent et créent une demande toujours croissante de nourriture.

Leila Lopes est née il y a 25 ans en Angola, un des pays les plus touchés – faisant partie des zones arides qui couvrent 40 % de la surface émergée de

« La demande en nourriture ne peut que continuer à augmenter partout dans le monde. Nous devons dès lors économiser la terre, afin de permettre aux gens de la cultiver et d'assurer leur subsistance ».



la terre et abritent 2,7 milliards d'individus –, mais reconnaît qu'elle n'était « pas consciente » du problème dans sa jeunesse, puisqu'elle vivait près de la plage, dans la ville côtière de Benguela. Elle a confié à Notre Planète, que son intérêt est né lors de sa participation à une réunion qui lui a « fait comprendre à quel point la dégradation des terres était grave, les conséquences sur l'environnement, et surtout comment elle touche mon continent, l'Afrique, et le reste du monde ».

Au début de cette année, elle a été nommée Ambassadrice des terres arides pour la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification.

Selon Leila Lopes, « les gouvernements doivent s'engager dans la lutte contre la dégradation des terres, partager les connaissances et trouver des moyens de restaurer la même quantité de terre que celle qui se perd chaque année. La demande en nourriture ne peut que continuer à augmenter partout dans le monde. Nous devons dès lors économiser la terre, afin de permettre aux gens de la cultiver et d'assurer leur subsistance ».

« En tant que Miss Univers, je prêterai ma voix pour contribuer à la sensibilisation aux problèmes des terres arides et de la désertification ».

Et d'ajouter : « Les terres arides ne sont pas inutilisables. Les gens pensent que, puisque les terres sont sèches et désolées, elles devraient être abandonnées parce qu'on ne peut rien en tirer, mais ce n'est pas le cas. Il est important que les gens comprennent que ces terres PEUVENT être sauvées et PEUVENT être cultivées. Si nous investissons dans notre terre et enseignons aux gens de bonnes techniques agricoles durables, nous faisons œuvre utile ».

Leila Lopes considère qu'il est de son devoir de contribuer à susciter l'intérêt qui fait défaut. Elle explique : « si nous commençons à éduquer les gens à cette problématique, nous pouvons faire quelque chose. En tant que Miss Univers, je prêterai ma voix pour contribuer à la sensibilisation aux problèmes des terres arides et de la désertification. Je peux sensibiliser beaucoup de monde, parce que mes admirateurs dans le monde entier veulent vraiment connaître mes engagements et savoir quelles causes je soutiens. Lors de ma participation au Sommet Rio+20, je vais promouvoir cette question autant que je le peux. Il y va de notre avenir ».



1972-2012 :

Au service des peuples
et de la planète

www.unep.org/ourplanet

www.unep.org/40thAnniversary

www.unep.org/wed/

www.unep.org/rio20/